

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

L'information est une arme au service de la paix. Sa diffusion est un acte de résistance
Dénoncer ne suffit plus, il faut expliquer, informer, transmettre
Les médias occidentaux dans leurs larges majorité ont de tout temps accepté les versions de l'armée
israélienne et fermant les oreilles aux autres sources.

Journal de Palestine Géopolitique et témoignage de la 'Flottille de la Liberté'

N° 531 du 04.06.2010

Par M. Lemaire

Ps : Avant de vous lancer dans la lecture du journal, noter ceci: Ne soyer pas surpris d'entendre Sharon & consort parler de résistants, en lieu & place de terroristes : j'ai programmé mon ordinateur dans ce sens.

2 Ps : L'ordinateur ne corrige pas lorsque je parle d'action terroriste des occupants.

Vous retrouverez ce journal

a) sur mes blog : <http://www.dhblogs.be/categories/International.html>

<http://www.lalibreblogs.be/categories/International.html>

b) sur le site : www.palestine-solidarite.org à cette adresse : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_Palestiniens.htm

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Le signe # veut dire : important (à nos yeux)

Sommaire

Tiré a part

Myriam Abraham : L'Exodus De La Freedom Flotilla : Blitzkrieg médiatique dans les médias étrangers à sa botte pour justifier ses crimes

Gilles devers : Attaque contre la flottille : Un crime de guerre

Au PO: émoi, colère.

Au jour le jour

Position Internationale - Tour d'horizon des pays

Position Internationale - Tour d'horizon des institutions

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 Vidéo : En direct du Marmara.

1-2 Vidéo Dominique Villepin : Gaza l'assaut de trop

1-3 Vidéo : Michel Collon "Pourquoi Israël a attaqué la flottille de la paix -Que pouvons-nous faire ?"

1-4 Vidéo : Michel Collon "Les 10 grands médiemensonges d'Israël"

1-5 Gidéon Lévy : L'hystérie israélienne a eu raison de la flottille.

Vidéo de Gidéon Lévy

2 Les brèves

2-2 Israël : juge et parti...

2-3 Voix dissonante à la Maison Blanche: pourquoi ce laxisme avec Israël ??

2-4 Myriam Abraham : La Turquie rejette les accusations israéliennes d'activistes armés

3 Dossier

3-1 "L'assaut israélien est un traumatisme pour les Turcs comme le 11 septembre les pour Américains.

3-2 Cynthia Mac Kinney : Les peuples des Etats-Unis et du monde doivent mettre fin à l'impunité d'Israël.

4 Courrier des lecteurs & [trouvé sur le net](#) & témoignage.

4-1 Parti Anti Sioniste : Humanitaires assassinés par Israël.

4-2 "Des tirs sans sommation"

4-3 La colère du gouvernement d'Ankara.

4-4 Un militant français relâché témoigne.

4-5 Henning Mankell pourrait interdire la traduction de ses polars en hébreu.

5 Analyse - [Géopolitique et stratégie](#) – Réflexion.

5-1 [Le massacre des civils est une politique fondamentale d'Israël.](#)

5-2 [Saïd Jallili : les Etats-Unis sont complices.](#)

5-3 Chérif Boudelal : La piraterie israélienne et ses conséquences.

5-4 Une énorme erreur...

1) Israël a commis une énorme erreur juridique en s'attaquant à des bateaux situés dans les eaux internationales.

2) Le mode opératoire des commandos de marine de Tsahal en question

Tiré a part

Myriam Abraham : L'Exodus De La Freedom Flotilla : Blitzkrieg médiatique dans les médias étrangers à sa botte pour justifier ses crimes

Comme d'habitude le régime sioniste lance sa Blitzkrieg médiatique dans les médias étrangers à sa botte pour justifier ses crimes. L'arraisonnement de bateaux de différentes nations dans les eaux internationales est un acte de guerre. Les activistes internationaux des bateaux arraisonnés et forcés d'aller à Ashdod refusent de quitter leurs bateaux. Soutenons- les. Les Médias à la botte de Tel Aviv relaient complaisamment la version israélienne de l'attaque de la Freedom Flotilla. Ce sont ces « fragiles » commandos de Sayeret 13 une unité d'élite de l'armée israélienne qui auraient été attaqués par des activistes les obligeant pour se protéger à ouvrir le feu sur ces derniers en tuant 19 (certaines sources parlent de 20, d'autres de 10 certains blessés étant aussi dans un état grave) majoritairement des ressortissants turcs et en blessant plusieurs dizaines. L'armée israélienne a même posté sur Youtube une vidéo pour le justifier et comme commentait un journaliste israélien : « *cette vidéo vous aide à comprendre ce que vous êtes supposé voir.* » Décodage : l'armée israélienne vous « *aide à comprendre* » sa version totalement fautive des faits.

Arraisonnement dans les eaux internationales : un acte de guerre

Hors ce sont bien les commandos israéliens appuyés par des hélicoptères d'attaque qui ont d'abord pris d'assaut le bateau turc le Mavi Marmara qui transportait à son bord 581 passagers dont 400 turcs, des hommes des femmes et même un bébé de 18 mois. Le convoi international d'aide humanitaire est composé de ressortissants de 32 pays majoritairement européens. Le Mavi Marmara a été affrété par l'organisation d'aide humanitaire IHH et transportait en plus des passagers une importante cargaison d'aide humanitaire de première nécessité.

Les 6 bateaux se trouvaient à 150 Km des côtes de Gaza dans les eaux internationales donc l'attaque constitue un véritable acte de piraterie.

Israël n'a aucune autorité légale*sur des bateaux d'autres nations naviguant dans les eaux internationales et ne peut donc pas sommer des bateaux battant pavillons étrangers de faire demi tout voire de les suivre jusqu'au port d'Ashdod comme l'armée israélienne l'a fait encore moins de les attaquer et de tuer des passagers. Les bateaux sont considérés comme territoire national des nations sous les pavillons desquels ils naviguent. Mettre le pied sur l'un d'entre eux sans l'autorisation du capitaine constitue un acte de guerre.

Le convoi maritime international d'aide humanitaire n'a pas attaqué les navires de guerre israéliens croisant à proximité dont il s'est d'ailleurs tenu à l'écart changeant même de cap à un moment donné pour éviter toute confrontation. L'abordage étant totalement illégal et un acte de guerre quiconque à bord du Mavi Marmara a utilisé la force contre les commandos israéliens était de plein droit en état de légitime défense.

D'ailleurs réagissant à cette attaque sans précédent contre un convoi humanitaire international le Rapporteur spécial de l'ONU pour les territoires palestiniens Richard Falk a appelé la communauté internationale à ***traîner en justice «les responsables du meurtre» de civils désarmés.***

«Il est essentiel que les Israéliens responsables de cette conduite illégale et meurtrière, y compris les responsables politiques qui ont donné les ordres, soient tenus pour pénalement responsables de leurs actes», a-t-il déclaré dans un communiqué.

«Israël est coupable (...) d'utilisation d'armes létales contre des civils désarmés sur des bateaux qui étaient en haute mer, où ils jouissaient du droit de libre circulation, conformément au droit maritime», a-t-il précisé.

Un coupable qui se désigne publiquement lui-même : Netanyahu

Le premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu qui a écourté son séjour au Canada et annulé sa visite aux US où il devait s'entretenir avec le président Obama « d'intérêts partagés de sécurité » - faire pression sur Obama pour accélérer le passage d'une nouvelle résolution de sanctions contre l'Iran au CSONU- a déclaré publiquement qu'il soutenait l'action militaire contre la Freedom Flotilla.

"Le premier ministre a réitéré son soutien total à l'armée israélienne et a demandé des nouvelles des blessés" (soldats israéliens) selon une dépêche de l'AFP de ce Lundi.

Le ministre de la défense israélien, Ehud Barak, sous les ordres desquels ces commandos ont ouvert le feu sur des civils désarmés naviguant dans les eaux internationales sur des bateaux battant pavillons étrangers à quant à lui accusé les activistes humanitaires d'être responsables de la violence. Une façon de se disculper d'avance bien évidemment vaine.

***Israël est en violation flagrante d'articles de la Convention des Nations Unies sur les Lois de la Mer Part VII :**

Article 87 (a) assure la « liberté de navigation »

Article 88, déclare, « les eaux internationales doivent être réservées à des objectifs pacifiques »

Article 89 déclare « aucun état ne peut valablement soumettre une quelconque partie de ces eaux internationales à sa souveraineté »

Article 90 déclare « chaque état, qu'il soit côtier ou intérieur, a le droit de faire naviguer des bateaux battant son pavillon dans les eaux internationales ».

Le CSONU doit se réunir. Les autres gouvernements, notamment ceux des pays membres du CSONU et l'ONU, s'ils échouent à défendre les eaux internationales contre la piraterie israélienne alors ils auront contribué à la détérioration du droit à la libre navigation dans les eaux internationales.

Myriam Abraham

Lundi 31 Mai 2010

http://www.planetenonviolence.org/L-Exodus-De-La-Freedom-Flotilla-Israel-Lance-Sa-Blitzkrieg-Mediatique-L-Arraisonnement-Des-Bateaux-Un-Acte-De-Guerre_a2202.html

Gilles devers : Attaque contre la flottille : Un crime de guerre

L'attaque de la flottille par les militaires israéliens constitue un crime de guerre qui engage la responsabilité pénale de ses auteurs, et qui doit être jugée.

La population de Gaza, victime de crime contre l'humanité.

Une violation jamais connue de la IV^o Convention de Genève. L'attitude de l'Etat d'Israël vis-à-vis du territoire palestinien de Gaza s'analyse dans la durée comme une violation, à un niveau jamais atteint, du droit international. En droit international humanitaire, l'occupation est acceptée comme un état temporaire, le temps nécessaire à la recherche de la paix. Mais, rien en droit ne peut justifier une occupation de plus 43 ans, sauf la volonté de laminer l'adversaire. C'est que fait Israël, devenu un lieu de culture de l'apartheid. Et alors qu'au titre de la IV^o Convention de Genève, la puissance occupante doit la protection à la population, Israël a imposé aux Palestiniens, fait unique dans l'histoire, un blocus économique, qui constitue une punition collective. Enfin, Israël a conduit l'opération militaire Plomb Durci en décembre 2008 - janvier 2009 sur cette population qui n'avait la possibilité ni de se protéger, ni de fuir, et le blocus a été maintenu empêchant l'organisation des secours. Début 2010, l'OMS a démontré que la réponse à des besoins primaires de santé est devenue impossible.

Territoires occupés ?

Non, processus de colonisation. Aussi, il ne suffit pas de parler de territoires occupés. L'occupation est devenue une politique de colonisation, à savoir l'annexion de territoires et de richesses par la force, accompagnée de punitions collectives, ce qui constituent des crimes contre l'humanité au sens de la IV^o Convention de Genève et du Statut de la Cour Pénale Internationale. L'opération militaire sanglante conduite le 31 mai s'inscrit dans ce contexte.

Une question de principe, et pas de disproportion

Déjà, les explications des braves fusent de tous cotés : l'attaque a été disproportionnée !

Ils en ont trop fait ! Il nous faut une enquête !

Non, avant d'ouvrir l'enquête, il faut dire l'évidence : c'est un crime de guerre car l'attaque a eu lieu dans les eaux internationales, et la flottille n'est pas partie au conflit armé.

L'enquête est nécessaire, mais pour les circonstances aggravantes de violence. Soutenir que l'enquête est nécessaire pour savoir s'il y a un crime de guerre est une injure faite aux victimes.

Cela résulte de trois constats juridiques.

Application de la IV^o Convention de Genève. Les faits sont intervenus dans le cadre d'un conflit international au sens du droit international humanitaire, Israël justifiant son action par rapport à la question palestinienne. De ce fait, le cadre de toute analyse est bien défini. Il est établi par la Cour Internationale de Justice, le Conseil de Sécurité et toutes les instances internationales que l'Etat d'Israël a la qualité de puissance occupante et doit respecter les obligations de la IV^{ème} Convention de Genève, qu'il a ratifiée.

La flottille n'est pas partie au conflit. Le conflit armé oppose Israël et la Palestine, et les bateaux de la flottille ne sont pas parties au conflit. Ils s'inscrivaient dans une démarche pacifiste et humanitaire visant à apporter des secours à une population victime d'un crime contre l'humanité. Vis-à-vis des combattants, se pose la question de la proportionnalité, mais pas vis-à-vis des tiers. C'est une question de principe.

Israël n'a aucune autorité dans les eaux internationales. L'agression est intervenue dans les eaux internationales. La Convention sur le droit de la mer de Montego Bay (1982) n'a pas été ratifiée par Israël, mais les dispositions garantissant en haute mer la liberté de circulation et l'interdiction pour tout Etat d'y exercer des actes militaires ont incontestablement valeur coutumières, et sont donc opposables à Israël.

Article 87. – La haute mer est ouverte à tous les Etats [...] Elle comporte : a) la liberté de navigation.

Article 88. – La haute mer est affectée à des fins pacifiques.

Article 89. – Aucun Etat ne peut légitimement prétendre soumettre une partie quelconque de la haute mer à sa souveraineté.

La violence est une circonstance aggravante, mais la violation du droit est établie du seul fait de l'intervention.

Ces violations graves du droit international se sont accompagnées d'actes sanglants et sauvages, et d'inadmissibles mesures de privation de liberté. L'Etat d'Israël n'a aucun droit sur les occupants de ces bateaux attaqués en haute mer.

C'est donc une affaire de principe : parler d'enquête pour savoir s'il y a un crime, c'est déjà commencer à relativiser. C'est dire que sous certaines conditions une intervention en haute mer par une puissance occupante contre un convoi humanitaire

apportant des secours à la population occupée, qui se trouve soumise à un blocus économique, est une chose qui peut se discuter. Non, il n'y a pas de discussion sur le crime. Les seules discussions portent sur les circonstances aggravantes et toute la lumière doit être faite par une enquête pénale.

[Mettre fin à l'impunité](#)

Une nouvelle fois, la démonstration est faite que l'impunité encourage la commission de nouveaux crimes, avec toujours plus de désinvolture. La réponse passe par des actes politiques, souhaitons qu'ils viennent, mais il est indispensable que de telles violations du droit soient portées devant les juridictions.

La justice israélienne n'a aucune crédibilité car elle refuse l'application du droit international et conteste la notion même de territoires occupés. Israël a ratifié le pacte de 1966 sur les droits civils et politiques, mais refuse de l'appliquer dans les territoires occupés et la justice israélienne se dit incompétente pour contrôler les actes de l'armée aux motifs des contraintes de sécurité. Pour donner aux pays occidentaux de motifs faciles de dire qu'Israël est une démocratie, on a inventé une justice d'apparence, mais qui ne vaut rien dès lorsqu'elle ne reconnaît pas l'autorité de la Cour Internationale de Justice.

Il est hors de question de se satisfaire de processus d'enquête incertains qui visent en réalité à éviter le principe de la condamnation. Il y a de quoi être navré quand Catherine Ashton, au nom de l'Union européenne, demande une commission d'enquête confiée à Israël. La tolérance à de tels faits rend possible toutes les agressions contre les Palestiniens, et cette affaire qui bafoue l'idée d'humanité doit être jugée par une juridiction ayant la possibilité effective de prononcer des condamnations. En 2010, on sait ce qu'est une juridiction. Nous n'avons pas à inventer le droit, mais à l'appliquer. Selon la jurisprudence internationale, un acte relève de la qualification de crime de guerre, à partir du moment où il prend place dans un conflit armé, ce qui est le cas selon l'analyse de la CIJ, même s'il a été conduit dans un bref délai, dès lors qu'il a été d'une très forte intensité, ce qui est le cas aussi.

Les procédures pénales peuvent être engagées dans les pays dont sont originaires les victimes. Mais l'ampleur du crime, et la diversité de nationalité des victimes, peuvent conduire à préférer un procès devant une juridiction internationale.

La compétence de la Cour Pénale Internationale, suite à la déclaration de compétence faite par l'Autorité Nationale Palestinienne le 21 janvier 2009, ressort des critères généraux d'analyse, liés au principe de l'accès au juge pour les violations graves du droit, sauf à admettre le déni de droit. Mais elle se trouve ici doublée d'une compétence liée à l'immatriculation des bateaux. Sous réserve d'autres vérifications, il est établi que l'agression a concerné des bateaux immatriculés en Grèce, donc assimilable au territoire grec par application de l'article 12-2 a du traité de la CPI, qui a été ratifié par la Grèce.

La déclaration de compétence du 21 janvier 2009 n'est pas limitée à Plomb Durci. Elle est générale, et doivent être adressés à la Cour tous les éléments relatifs aux crimes commis par Israël : la colonisation, les prisonniers et maintenant, l'attaque du 31 mai 2010. La politique d'Israël est un crime, et ce crime doit être jugé.

Maintenant, il en est assez d'invoquer la justice, en souhaitant surtout que le pire ne se renouvelle pas. On voit le résultat.

Nous le devons aux victimes : la justice doit punir le crime.

[Actualités du droit](#)

[Le blog de gilles devers](#)

01.06.2010

[Au PO: émoi, colère.](#)

La colère monte dans les rues arabes où des milliers de manifestants sont descendus spontanément pour dénoncer le massacre de la flottille internationale de la Liberté, alors qu'au niveau officiel les condamnations virulentes pleuvent voire certaines appellent à la rupture des relations diplomatiques avec l'entité sioniste.

Au [Liban](#), le Premier ministre libanais Saad Hariri a dénoncé "une étape dangereuse et folle qui va exacerber les tensions dans la région" et a appelé la communauté internationale "à prendre des mesures".

[Egypte](#)

Le président égyptien, Hosni Moubarak, qui se trouve à Nice (sud de la France) pour le sommet Afrique-France a dénoncé dans une déclaration publiée "l'usage excessif et injustifié de la force par Israël et la perte de vies innocentes".

M. Moubarak, poursuit le texte, "affirme la solidarité du peuple et du gouvernement égyptiens avec la population de Gaza et réaffirme que la réconciliation palestinienne est la voie vers la levée du blocus et la fin de la souffrance humanitaire des habitants" de l'enclave palestinienne.

L'Egypte a également convoqué l'ambassadeur d'« Israël » au Caire pour lui faire part de sa "protestation" au massacre israélienne de la flottille humanitaire, a-t-on appris auprès du ministère égyptien des Affaires étrangères.

[Le Haut comité de suivi des Arabes](#), la plus importante organisation représentant les 1,3 million d'Arabes israéliens, a appelé à une journée de grève générale mardi et à des manifestations en Palestine occupée.

L'émir de [Qatar](#), cheikh Hamad Bin Khalifa Al Thani, a qualifié de "crime et piraterie maritime" l'agression israélienne menée contre les sympathisants arabes et étrangers qui voulaient simplement briser le blocus inhumain et injuste imposé aux Palestiniens dans la bande de Gaza, et pratiquer le droit démocratique au choix. Dans une allocution devant le forum économique, ouvert ce Lundi à Doha, l'émir de Qatar a demandé à tous ceux qui parlent de la liberté, de la justice et de la démocratie, « d'agir pour briser le blocus israélien imposé à Gaza pour que le sang et le martyre des sympathisants et des hommes libres de la flottille de la liberté ne soient pas tombés en vain ».

Cheikh Hamad Bin Khalifa Al Thani a trouvé que ce qui se passe n'est qu'un message adressé par les hommes libres de la flottille aux pays arabes pour expliquer enfin leurs positions vis-à-vis du siège de Gaza, ajoutant que les crimes israéliens perpétrés aujourd'hui contre la flottille de la liberté nous font rappeler qu'il existe un blocus

à lever.

L'Algérie a condamné " de manière la plus énergique, la lâche et criminelle agression perpétrée par l'armée israélienne contre la flottille de la paix +Free Ghaza+ qui transporte des militants de la paix ainsi que des ivres pour briser le blocus inhumain imposé aux populations civiles à Gaza depuis juin 2007", lit-on dans un communiqué du ministère des Affaires étrangères.

L'Algérie y "appelle à une réaction vigoureuse et unanime de la communauté internationale, y compris au niveau du Conseil de sécurité des Nations unies, pour condamner, de manière la plus ferme, cet acte sanglant de piraterie internationale que rien ne saurait justifier". Enfin l'Algérie a réaffirmé sa solidarité "à l'égard de la cause palestinienne et son plein soutien au combat du peuple palestinien pour recouvrer tous ses droits spoliés".

Pour le chef de la Ligue arabe, Amr Moussa, le massacre israélien constitue un «crime contre une mission humanitaire». «Nous condamnons ce crime, commis contre une mission humanitaire et contre des personnes. Nous tentons d'aider les gens. Ce n'était pas une mission militaire, tout le monde devrait condamner cela», a-t-il assuré. «Une réunion se tiendra mardi au Caire pour adopter une position arabe collective», a précisé le responsable de l'organisation qui rassemble 22 pays arabes.

Le Maroc a qualifié d'"ignoble" le massacre israélien contre la flottille humanitaire de la liberté :

"Le Royaume du Maroc dénonce vigoureusement l'ignoble attaque israélienne perpétrée contre la flottille humanitaire en route vers Gaza", a déclaré le ministre marocain des Affaires étrangères, Taieb Fassi Fihri.

Selon des sources concordantes à Rabat, six ressortissants marocains dont une journaliste basée à Ankara et un député islamiste du Parti Justice et développement (PJD, opposition) figurent parmi les participants à la "flottille de la liberté".

La Tunisie a condamné « fermement l'agression perpétrée par les forces israéliennes dans les eaux internationales contre la flottille d'aide humanitaire pour la bande de Gaza, qui a fait plusieurs victimes et blessés", a déclaré le ministère des Affaires étrangères dans un communiqué.

Selon le communiqué, la Tunisie rejette "ces pratiques hostiles qui constituent un affront à la volonté internationale et une violation des conventions et résolutions internationales et humanitaires et menacent de compliquer davantage la situation dans la région et de compromettre tout espoir de paix".

Dans cette déclaration, les autorités tunisiennes ont appelé également "la communauté internationale, et en particulier les forces influentes, à intervenir immédiatement pour lever le blocus injuste imposé au peuple palestinien à Gaza et mettre un terme à ses souffrances".

Cela dit, des milliers de personnes ont manifesté en Jordanie, en Egypte, en Iran et au Liban pour protester contre l'assaut donné par la marine israélienne sur la flottille internationale.

Plus de 2.000 personnes ont brandi à Amman des drapeaux jordaniens et palestiniens et scandé "Mort à Israël" et "Pas de reddition" en réclamant la "Fin du blocus de Gaza". Ils ont également réclamé aux autorités jordaniennes la fermeture de l'ambassade d'Israël à Amman et l'expulsion de l'ambassadeur.

Des milliers de Palestiniens ont également manifesté au Liban, dans les 12 camps de réfugiés, et à Beyrouth, pour dénoncer le massacre de la flottille de la Liberté. Dont entre autre au camp de Baddawi, à Tripoli (nord), où quelque 3.000 personnes, dont de nombreux étudiants, ont manifesté en brandissant des drapeaux palestiniens et turcs. "Donnez-nous des armes et envoyez-nous à Gaza", ont-ils notamment crié.

Alors qu'à Beyrouth, des centaines de manifestants ont appelé à la fermeture des ambassades israéliennes dans les capitales arabes.

Au Caire, quelque 70 personnes portant des drapeaux palestiniens se sont rassemblées devant le siège du ministère des Affaires étrangères.

Les manifestants, parmi lesquels des députés et des responsables des Frères musulmans, ont réclamé la rupture des relations diplomatiques avec l'entité sioniste et le renvoi de l'ambassadeur d' « Israël ». A Téhéran, des centaines de personnes se sont réunies à l'extérieur des bureaux de l'ONU et protesté contre le raid, criant "Mort à Israël". Ils ont également déchiré des photos de la secrétaire d'Etat américaine Hillary Clinton, selon un photographe de l'AFP.

31/05/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=139870&language=fr>

Au jour le jour

Flottille: les événements de ce jeudi.

03.06.

DERNIERE INFO - 11h07: Les neuf militants qui sont morts dans le raid israélien ont tous été tués par balle, annoncé ce jeudi l'agence de presse turque Anatolie, citant des médecins légistes. Il s'agit de huit Turcs et d'un Américain d'origine turque précise l'agence.

Par ailleurs, le responsable de l'ONG islamiste IHH, Bülent Yildirim, un des principaux organisateurs de la flottille a affirmé à son arrivée à Istanbul que toutes les victimes du drame ne sont pas connues, et que «la liste des martyrs est plus longue». «Il y a des gens portés disparus: nos docteurs leurs ont remis 38 blessés... En retour, on nous a dit qu'il n'y a que 21 blessés», a-t-il accusé.

8h48: Deux ministres israéliens s'opposent à la constitution d'une commission d'enquête internationale.

«Aux appels lancés à la création d'une commission d'enquête internationale il faut répondre sans hésitation qu'Israël est un Etat démocratique indépendant et pas une république bananière», a affirmé à la radio publique le Premier ministre suppléant

chargé des affaires stratégiques, Moshé Yaalon. «Nous sommes capables d'enquêter, d'en tirer les leçons puis de les appliquer. Mais il ne faut pas que durant tout ce processus nous nous livrions à l'auto flagellation», a ajouté cet ancien chef d'état major, membre du cabinet de sécurité.

Le ministre des Finances Youval Steinitz s'est pour sa part opposé à une commission d'enquête internationale et a suggéré la constitution d'une «commission de vérification» que pourrait constituer la commission de la Défense et des Affaires étrangères du parlement israélien. Il n'a pas toutefois exclu que «pour des raisons tactiques», Israël soit «malheureusement contraint» d'envisager une autre solution.

7h: Les activistes sont de retour en Turquie, en Grèce et en Algérie.

Ils sont de retour. 488 activistes du convoi maritime d'aide à Gaza victime lundi d'un raid israélien meurtrier sont ainsi arrivés dans la nuit de mercredi à jeudi en Turquie. 18 Turcs et 1 Irlandais blessés dans le raid, ont été les premiers à arriver à Ankara à bord de trois avions médicalisés. Ils ont immédiatement été admis dans un hôpital. Puis quelques heures plus tard, trois avions de la Turkish Airlines (THY), affrétés par l'Etat turc, se sont posés sur l'aéroport international Atatürk d'Istanbul avec à bord 466 activistes, dont une majorité de Turcs. Seul un Turc, grièvement blessé, est resté à Tel Aviv car il était intransportable, a souligné le chef de la diplomatie turque Ahmet Davutoglu à Ankara. Les trois Airbus de la THY avaient également à bord les corps de neuf activistes, dont quatre Turcs, tués lors du raid israélien.

En Grèce, 35 activistes ont été rapatriés par un C-130 de l'armée de l'air grecque. L'appareil transportait 31 Grecs, les derniers qui se trouvaient en Israël, ainsi que trois Français et un Américain. Ils ont été accueillis par le ministre adjoint aux Affaires étrangères, Dimitris Droustas, à l'aéroport militaire d'Eleusis, peu après 3h locales (2h, heure française).

Côté algérien, 31 membres de la délégation de la flottille sont arrivés peu avant 00h30 locales (1h30 heure française) à l'aéroport d'Alger en provenance d'Amman. Accueillis par leurs familles, les membres de la délégation ont voyagé à bord d'un appareil d'Air Algérie spécialement affrété pour les ramener de Jordanie où ils avaient été expulsés par les Israéliens. Ces 31 Algériens sont «en bonne santé, mais un dernier, blessé à l'oeil, a dû rester à Amman en observation», avait auparavant indiqué le ministre des Affaires étrangères Mourad Medelci.

2h: La Ligue arabe brisera le blocus sur Gaza «par tous les moyens»

En parallèle, les ministres des Affaires étrangères de spays membres de la Ligue arabe ont annoncé, à l'issue d'une réunion au Caire, de «briser et de défier le blocus israélien [sur Gaza] par tous les moyens».

Ils ont également chargé le groupe arabe à l'ONU de «demander en coordination avec la Turquie une réunion du Conseil de sécurité pour adopter a résolution contraignant Israël à lever immédiatement le blocus sur Gaza», et décidé une série de démarches auprès des instances judiciaires internationales pour poursuivre les responsables israéliens qui assument la responsabilité de cette attaque, selon le secrétaire général de la Ligue.

<http://www.20minutes.fr/article/575219/Monde-Flottille-suivez-les-evenements-de-ce-jeudi-en-direct.php>

Position Internationale - Tour d'horizon des pays

Afrique du Sud

L'Afrique du Sud rappelle son ambassadeur en Israël

L'Afrique du Sud a rappelé son ambassadeur en Israël après l'assaut meurtrier contre une flottille d'aide humanitaire destinée à Gaza, a déclaré jeudi le ministre adjoint des Affaires étrangères, Ebrahim Ebrahim.

"Le rappel de l'ambassadeur Ishmael Coovadia vise à exprimer notre vive condamnation de cette attaque", a déclaré le ministre lors d'un point-presse à Pretoria.

"L'agression récente d'Israël contre la flottille d'aide compromet sévèrement les tentatives de trouver une solution aux problèmes de la région", a-t-il ajouté.

"Nous le rappelons pour des consultations. Il retournera ensuite à Tel Aviv. Ce n'est pas un rappel définitif", a-t-il toutefois précisé.

Des commandos israéliens ont attaqué lundi la flottille qui transportait des centaines de militants pro-palestiniens et des tonnes d'aide. Huit Turcs et un Américain d'origine turque ont été tués dans le raid.

Cette attaque a suscité une large condamnation internationale. L'ambassadeur d'Israël en Afrique du Sud avait été convoqué mardi au ministère des Affaires étrangères.

Depuis la chute de l'apartheid, le gouvernement sud-africain s'est montré très critique envers le régime israélien, notamment concernant l'installation de colonies juives dans les territoires palestiniens.

Le gouvernement sud-africain a provoqué la colère d'Israël en exprimant à partir de 2006 sa volonté de rencontrer le mouvement islamiste Hamas qui contrôle la bande de Gaza. Un de ses ministres avait alors estimé que l'occupation de la Palestine était "pire" que l'apartheid.

(AFP / 03 juin 2010 13h43)

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=140402&language=fr>

Allemagne

Flottille: aucune arme à bord, selon des Allemands rescapés.

Des Allemands qui étaient dans la flottille visée lundi par un raid israélien meurtrier alors qu'elle tentait de forcer le blocus de Gaza ont assuré mardi à Berlin que les militants pro-palestiniens n'étaient armés que de bâtons.

"J'ai personnellement vu deux bâtons en bois qui ont été utilisés (...). Il n'y a rien eu de plus", a affirmé Norman Paech, 72 ans, ancien député du parti d'extrême gauche Die Linke, qui était à bord du ferry turc Mavi Marmara.

"Nous n'avons jamais vu de couteau utilisé comme arme. C'est avec des bâtons qu'on s'est défendu", a-t-il expliqué lors d'une conférence de presse peu après son rapatriement.

"C'était une attaque sur une mission pacifique dans les eaux internationales. Les Israéliens peuvent vouloir défendre leur zone de défense militaire, mais nous étions en dehors de ces limites. Nous avons le droit de nous défendre, et même d'utiliser les armes avec lesquelles on nous attaquait", a-t-il ajouté.

M. Paech a été rapatrié en compagnie de quatre concitoyens qui étaient également à bord du Mavi Marmara, arraisonné au petit matin lundi par des commandos de marine israéliens.

Deux d'entre eux, les députés de Die Linke Inge Hoeger, 59 ans, et Annette Groth, 56 ans, ont abondé dans ce sens.

"Personne n'était armé", a assuré Mme Hoeger.

01/06

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=140064&language=fr>

Belgique

Solidarité avec les victimes de l'attaque israélienne.

contre la Flottille de la Liberté et pour la levée du Blocus de Gaza.

Bruxelles, 31/05/2010 à 12h45

L'assaut du commando israélien contre les bateaux de la Flottille de la Liberté a entraîné selon les dernières informations 19 morts et au moins 23 blessés. Il visait des embarcations civiles transportant plus de 600 personnes, dont des députés européens. Ces passagers étaient venus tenter de briser pacifiquement un blocus dont les Nations Unies exigent la levée et tentaient d'apporter à la population de Gaza des biens de première nécessité.

Il s'est déroulé dans les eaux internationales à plus de 60 kilomètres des côtes de la bande de Gaza. Il s'agit donc d'un véritable acte de guerre qui correspond à une violation grave du droit international humanitaire, voire à un crime de guerre. Il s'agit également d'une véritable provocation contre tous les pays qui avaient des ressortissants dans cette flottille.

Nous tenons d'abord à rendre hommage aux victimes qui ont perdu la vie et aux personnes blessées alors qu'elles tentaient d'exprimer leur solidarité humanitaire au peuple palestinien emprisonné à Gaza. **Nous n'avons toujours aucune nouvelle des ressortissants belges qui étaient dans ces bateaux.**

Nous appelons le gouvernement belge à :

- tout entreprendre pour mettre fin à la rétention d'information exercée par les autorités israéliennes quant au nombre et à l'identité des victimes ;
- condamner vigoureusement cette attaque et réclamer la constitution d'une commission d'enquête sous l'égide des Nations Unies
- exiger d'Israël la mise en liberté de tous les ressortissants internationaux retenus depuis cette nuit, la restitution des bateaux arraisonnés et l'acheminement des marchandises qu'ils contenaient vers la bande de Gaza ;
- exiger d'Israël, sous peine de sanctions économiques et diplomatiques, la fin immédiate du blocus de Gaza.

Premiers signataires :

Association belgo-palestinienne

CNCD-11.11.11

CNAPD

Comité National d'appui belge au Tribunal Russell sur la Palestine

FGTB

Génération Palestine

Mouvement Ouvrier Chrétien (MOC)

Vrede

Amérique du Sud

De nombreux pays d'Amérique latine condamnent l'attaque israélienne.

Nombre de pays d'Amérique latine ont condamné lundi et mardi l'assaut meurtrier d'Israël contre un bateau turc faisant partie de la flottille humanitaire internationale qui se rendait à Gaza.

En tête, **Cuba, le Venezuela, la Bolivie, l'Equateur et le Salvador**, ont fermement réagi.

Le gouvernement cubain a condamné "l'attaque criminelle du gouvernement d'Israël" qui a fait au moins neuf morts, selon un communiqué du ministère des affaires étrangères publié mardi à la une du journal officiel, Granma.

Cuba a lancé "un appel à la communauté internationale et aux peuples épris de paix pour exiger des autorités israéliennes la levée immédiate du blocus illégal, sans pitié et génocidaire contre le peuple palestinien dans la bande de Gaza".

Le président du **Venezuela, Hugo Chavez**, fervent défenseur de la création d'un Etat palestinien indépendant, a condamné "énergiquement le massacre brutal commis par l'Etat d'Israël". **Caracas** va demander la libération de David Segarra, le correspondant de la chaîne de Caracas, Telesur, qui se trouvait à bord de la flottille. "Quel

terrible massacre commis de nouveau par Israël! Que fera l'ONU? Que fera la Cour pénale internationale? Que fera le monde?", a demandé M. Chavez lundi via Twitter.

Le gouvernement **bolivien d'Evo Morales** a exprimé "son indignation face à l'attaque atroce" de l'armée israélienne.

En janvier 2009, le **Venezuela et la Bolivie** avaient **rompu leurs relations avec Israël** après l'offensive israélienne contre Gaza. **Cuba l'avait fait en 1973.**

Le **Brésil**, membre non permanent du Conseil de sécurité de l'ONU et plus grand pays d'Amérique latine, a pour sa part réclamé lundi une "action" de l'organisation internationale, et convoqué l'ambassadeur d'Israël.

"Nous rejetons toute forme de violence et la double morale internationale nous dérange", a déclaré mardi pour sa part le président équatorien **Rafael Correa**, déplorant l'absence "récurrente" de sanctions effectives contre Israël. D'autres pays d'Amérique latine ont réagi, comme le **Salvador, l'Uruguay ou le Pérou**, qui a condamné mardi un acte "très grave" et demandé à Israël de garantir "le libre flux d'aide humanitaire" vers Gaza. "C'était une attaque sans discernement contre des forces de paix et d'aide", selon le ministre péruvien des Affaires étrangères, José Garcia Belaunde.

L'**Argentine**, où la communauté juive est la plus nombreuse d'Amérique latine avec 300.000 membres, "regrette profondément la perte de vies humaines" dans cet "incident", a dit lundi le ministère des Affaires étrangères.

Et le **Chili**, où vivent environ 400.000 Palestiniens, a dénoncé l'usage de la force "dans les eaux internationales".

<http://www.romandie.com/infos/news2/100601162345.7qdc1hb7.asp>

Cuba, le Venezuela et la Bolivie condamnent le massacre de la flottille.

Cuba, le Venezuela et la Bolivie, trois membres éminents de la gauche antilibérale latino-américaine, ont condamné l'assaut meurtrier d' « Israël » contre un bateau turc d'une flottille humanitaire internationale qui allait à Gaza.

Le gouvernement cubain a condamné "l'attaque criminelle du gouvernement d'Israël" qui a fait au moins neuf morts, selon un communiqué du ministère des affaires étrangères publié mardi en première page du journal officiel Granma.

Cuba contre lequel les Etats-Unis maintiennent depuis 48 ans un embargo, a lancé "un appel à la communauté internationale et aux peuples de paix pour exiger des autorités israéliennes la levée immédiate du blocus illégal, sans pitié et génocidaire contre le peuple palestinien dans la bande de Gaza".

Le président du Venezuela, Hugo Chavez, chef de file de la gauche radicale sud américaine et fervent défenseur de la création d'un Etat palestinien indépendant, a condamné "énergiquement le massacre brutal commis par l'Etat d'Israël".

Caracas va demander la libération de David Segarra, le correspondant de la chaîne Telesur basée à Caracas qui se trouvait à bord de la flottille.

"Quel terrible massacre commis de nouveau par Israël! Que fera l'ONU ? Que fera la Cour pénale internationale ? Que fera le monde ?", a demandé M. Chavez lundi via Twitter, le site de micro-blogs sur internet.

Le gouvernement bolivien d'Evo Morales a exprimé lundi "son indignation face à l'attaque atroce" de l'armée israélienne.

01/06/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=140065&language=fr>

Chavez: "Maudit sois-tu État d'Israël"

"Maudit sois-tu, Etat d'Israël", a lancé le président vénézuélien Hugo Chavez hier au cours d'une cérémonie publique où il a une nouvelle fois condamné l'assaut israélien meurtrier contre un bateau turc d'une flottille humanitaire internationale en route pour Gaza.

"Maudit sois-tu, Etat d'Israël! Maudit sois-tu, terroriste et assassin! Vive le peuple palestinien", a dit le chef de file de la gauche radicale latino-américaine, qui a rompu ses relations avec l'Etat hébreu en janvier 2009 en réaction à l'offensive israélienne contre la bande de Gaza.

M. Chavez a également critiqué la réponse, trop mesurée à son goût, du gouvernement américain qui s'est dit "préoccupé".

"Comme c'est Israël, tout est permis", a-t-il commenté lors de cette cérémonie retransmise par la télévision officielle.

"Le gouvernement Obama condamne le terrorisme systématiquement sauf quand il est commis par lui-même ou l'un de ses alliés, Israël. Ils nous accusent de parrainer le terrorisme (alors que) ce sont eux qui parrainent le terrorisme", a-t-il ajouté.

M. Chavez, fervent défenseur de la création d'un Etat palestinien, est également l'un des dirigeants les plus critiques à l'égard de la politique des Etats-Unis.

<http://www.lefigaro.fr/>

Nicaragua

Le Nicaragua suspend les relations diplomatiques avec Israël.

La Nicaragua a suspendu mardi ses relations diplomatiques avec Israël en réplique au raid meurtrier contre la flottille internationale qui se dirigeait vers Gaza, a annoncé la présidence dans un communiqué.

"Le Nicaragua suspend immédiatement ses relations diplomatiques avec le gouvernement d'Israël", indique le texte lu par la porte-parole du président sandiniste Daniel Ortega, Rosario Murillo, sur les ondes de Radio Ya.

Dans ce communiqué, le gouvernement nicaraguayen, proche de la gauche radicale, "insiste sur l'illégalité de l'attaque contre la mission humanitaire en violation flagrante de la législation internationale et des droits de l'Homme".

Exprimant sa solidarité et ses sincères condoléances aux familles des victimes et aux gouvernements de leurs pays d'origine,

Managua a lancé "un appel pour que soient libérés les membres de la flotille arrêtés".

Le Nicaragua réaffirme également son soutien "inconditionnel à la lutte menée par le peuple palestinien" et exige la levée du blocus de la bande de Gaza.

En janvier 2009, le Venezuela et la Bolivie avaient rompu leurs relations diplomatiques avec Israël en raison de l'offensive israélienne contre ce territoire palestinien. Cuba l'avait fait 1973.

02 /6 ATS

Chine

La Chine appelle Israël à lever le blocus de Gaza.

La Chine a appelé mardi Israël à lever le blocus de Gaza le plus tôt possible, soulignant que la situation au Moyen-Orient "se trouve dans une phase cruciale".

"Nous appelons Israël à prendre des mesures concrètes pour lever le blocus de Gaza, pour que les négociations de paix entre la Palestine et Israël, et la situation dans la région ne soient pas davantage affectées", a indiqué Ma Zhaoxu, porte-parole du ministère chinois des Affaires étrangères, lors d'une conférence de presse.

La Chine a condamné lundi le raid israélien contre une flottille internationale transportant des activistes et de l'aide humanitaire à destination de Gaza.

Des pays du Moyen-Orient et d'Amérique latine, ainsi que les Nations unies, ont également condamné l'acte d'Israël.

La Chine a demandé à Israël de mettre en application les résolutions du Conseil de sécurité de l'ONU afin d'améliorer la situation humanitaire à Gaza, a fait savoir M. Ma.

"La Chine est prête à travailler avec toutes les parties concernées pour jouer un rôle constructif dans la sauvegarde de la paix et de la stabilité dans la région du Moyen-Orient", a-t-il indiqué.

La marine israélienne a attaqué lundi une flottille internationale en route vers Gaza, faisant au moins 10 morts et une trentaine de blessés, dont des activistes turcs qui étaient à bord.

02/06

http://french.news.cn/chine/2010-06/01/c_13327747.htm

Iran

L'entité sioniste va à sa perte.

Le président iranien Mahmoud Ahmadinejad a souligné que l'entité sioniste allait à sa perte, a signalé l'agence de presse iranienne Fars.

Au cours d'une rencontre avec les familles des martyrs lors de sa tournée dans la province iranienne d'Ilam, Ahmadinejad a constaté que "le monde tend de plus en plus à crier sa colère contre cette entité en raison des crimes qu'elle commet".

" Il y a vingt années, personne n'osait s'adresser à cette entité pour lui dire ses défauts. Mais aujourd'hui, tous les médias la pourchasse et la giflent " a estimé le président iranien.

Et de poursuivre que " les Américains d'aujourd'hui sont différents de ce qu'ils étaient il y a vingt années.

Dans le passé, ils exerçaient leur hégémonie sans être inquiétés; mais aujourd'hui, ils sont en train de s'écraser, comme un mouchoir inutile, sous les pieds des peuples, malgré leurs menaces", a-t-il martelé.

02/06/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=140257&language=fr>

Les Juifs d'Iran consternés par l'acte israélien horrible.

Le représentant de la communauté juive en Iran a déploré l'attaque et le massacre commis par l'entité sioniste contre le convoi humanitaire " Liberté pour Gaza".

Selon l'agence de presse iranienne Fars, le rabbin Mashallah Golestani Nejad a déclaré que " la communauté juive d'Iran est très consternée par l'acte horrible commis contre le convoi", assurant que la Torah répugne de tels agissements et s'oppose à toute tentative de vouloir affamer les gens.

" Personne n'a le droit de vouloir affamer les humains. Il en découle que l'assaut des Sionistes contre le convoi qui transportait des vivres aux habitants de Gaza, est incompatible avec les prescriptions de la Torah qui interdit ce genre d'action" a-t-il détaillé dans un entretien accordé à Fars.

Sachant que Golestani avait durant l'offensive "Plomb durci" contre la Bande de Gaza promulgué un décret sur la nécessité de porter assistance aux Palestiniens." La Torah proscrit d'interdire à l'animal de pouvoir se procurer de quoi manger; comment pourrait-il l'accepter pour les Humains, s'était alors offusqué.

02/06/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=140247&language=fr>

Irlande

Dublin condamne l'arrestation de 7 Irlandais et nie la version israélienne

Le ministre irlandais des Affaires étrangères, Micheal Martin, a condamné mardi l'arrestation "inacceptable" de sept citoyens irlandais par Israël lors de la prise d'assaut d'une flottille humanitaire en route pour Gaza, réclamant leur libération

"immédiate et sans condition".

"J'ai rencontré l'ambassadeur d'Israël hier soir (lundi) et je lui ai clairement fait savoir que le gouvernement irlandais attendait la libération immédiate et sans condition de tous les citoyens irlandais détenus", a déclaré M. Martin dans un communiqué.

"Les sept personnes en question ne sont pas entrées en Israël illégalement;

Elles ont plutôt été capturées dans les eaux internationales, transportées en Israël et contraintes à signer des documents confirmant qu'elles étaient entrées illégalement. C'est tout simplement inacceptable", a-t-il poursuivi. L'organisation Ireland Palestine Solidarity Campaign a par ailleurs précisé que cinq autres Irlandais se trouvaient encore à bord du MV Rachel Corrie, un navire qui ne devait arriver à Gaza que vers 13H00 GMT mercredi, contrairement aux autres bateaux de la flottille.

Parmi les cinq Irlandais à bord, se trouvent le Prix Nobel de la paix, Mme Mairead Maguire, âgée de 66 ans, ainsi qu'un ancien haut fonctionnaire de l'Onu, Denis Halliday, a précisé l'organisation.

M. Martin a ajouté avoir fait part de son "mécontentement" auprès du représentant diplomatique israélien concernant les "défaillances de son gouvernement" qui n'a pas permis au personnel consulaire irlandais d'avoir accès aux Irlandais détenus.

"Cet échec à fournir un tel accès représente une infraction flagrante aux Conventions de Vienne", a-t-il ajouté.

02/06/2010

<http://www.almanar.com.lb>

Suède

La Suède boycotte les activités sportives de l'occupation après le massacre de la flottille

Liberté.

Le journal Haaretz a rapporté que l'union de football suédoise a annoncé son intention de boycotter les activités sportives programmées d'être organisées dans l'entité sioniste, dont un match de football officiel entre les deux cotés, suite au massacre de l'armée israélienne contre les bateaux de la flotte internationale «Liberté».

Le journal a indiqué dans son édition de mercredi que l'union suédoise de football a demandé à l'union européenne de football qu'elle a décidé de ne pas envoyer son équipe nationale des jeunes vers l'entité israélienne, en réponse au massacre de l'armée israélienne contre la flottille «Liberté».

Haaretz a publié que le président de l'Agence suédoise de football, Lars Acai Ajrl a dit : "Comme tous les êtres humains, nous nous opposons fermement à l'utilisation de la violence, et qu'on a été choqué par ce que nous avons vu".

03/06/2010

<http://www.palestine-info.cc/fr/>

Syrie

Assad: "Je ne perdrai pas mon temps sur ce que pensent les Israéliens"

Le président syrien Bachar elAssad a déclaré que les agissements israéliens déstabilisent la sécurité de la région. "Ni le Hezbollah ni n'importe quel autre mouvement de défense sont responsables de cette instabilité", a affirmé Assad dans une interview avec le journaliste Sharlie Rose sur la chaîne télévisée américaine BBC. "Lorsqu'il n'y a ni agression israélienne ni occupation des terres, tous les problèmes seront résolus définitivement", a-t-il ajouté, soulignant que l'Iran a soutenu la décision de la Syrie de poursuivre les négociations de paix indirectes avec Israël, et que Damas est prête à le faire.

Abordant les allégations israéliennes sur les missiles Scud, Bachar elAssad a dit: "l'affaire des Scud est une bonne histoire. Mais nous avons interrogé les Israéliens: Où est la preuve? Vous contrôlez la frontière libano-syrienne et vous survolez le Liban 24 heures par jour. Ne pouvez-vous pas alors détecter un missile énorme comme le Scud? C'est irréaliste! Si vos renseignements ou les renseignements israéliens possèdent des preuves, présentez-les alors. Mais si vous croyez simplement que le Hezbollah possède des missiles Scud, je ne voudrai pas perdre mon temps sur ce que vous croyez et sur ce que vous ne croyez pas".

"Le Hezbollah est une organisation forte et non pas faible. Tout le monde sait qu'elle possède des missiles, et c'est vrai. Israël doit savoir que seule la paix peut le protéger, au lieu de lancer des propagandes et de fabriquer des allégations erronées ou controversées", a-t-il poursuivi.

A la question de savoir si Israël veut vraiment la paix, Assad a répondu: "Je pense que le peuple qui élit un gouvernement extrémiste ne veut pas de paix. Mais ceci ne veut pas dire que nous allons cesser de travailler pour la paix", se disant favorable à la médiation turque pour parvenir à une paix globale au Proche-Orient.

Evoquant la relation de son pays avec l'Iran, Bachar elAssad a rappelé que l'Iran avait soutenu les efforts syriens pour recouvrer sa terre en 2008 par le biais des négociations indirectes avec Israël, et avec la médiation de la Turquie. Les Etats-Unis ne comprennent ni l'Iran ni les pays de la région. "C'est une culture différente, mais après le 11 septembre, ils doivent savoir ce qui se passe au-delà de l'océan. Il ne s'agit pas de ce qu'ils pensent, mais de ce que nous pensons", selon lui.

Et d'ajouter, l'Iran ne cherche pas à posséder l'arme nucléaire. "Le fait de refuser le dernier accord tripartite Iran-Turquie-Brésil compliquera encore plus les choses et empêchera de parvenir à une quelconque solution. Il est inconvenable de se concentrer sur l'Iran. Israël est le vrai problème, il est le seul pays qui possède la bombe atomique dans la région".

Turquie

Erdogan accuse Israël d'un "massacre sanglant", demande qu'il soit "puni"

Le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan a accusé mardi Israël d'avoir commis la veille un "massacre sanglant" en menant un raid meurtrier contre une flottille pro-palestinienne à destination de Gaza.

"Je condamne de la manière la plus forte ce massacre sanglant" commis par Israël, a-t-il dit au groupe parlementaire de son Parti de la justice et développement (AKP, issu de la mouvance islamiste), demandant que ce pays soit "absolument puni" pour son "opération inhumaine".

"Cette attaque insolente et irresponsable qui piétine toute vertu humaine doit absolument être punie", a-t-il dit.

Lors d'un discours très dur contre l'Etat hébreu, M. Erdogan a averti qu'"Israël ne doit pas mettre à l'épreuve la patience de la Turquie".

"L'amitié de la Turquie est précieuse mais son inimitié est d'autant plus violente", a-t-il poursuivi.

Appelant la communauté internationale à dire "ça suffit" aux agressions d'Israël, le Premier ministre a ajouté que son pays continuerait de défendre la cause des Palestiniens.

Il a de nouveau affirmé que les bateaux de la flottille pro-palestinienne avaient été "strictement contrôlés" avant leur départ de Turquie, pour certains, et qu'ils ne contenaient rien d'autre que "de l'aide humanitaire" et des "volontaires civils".

"Il n'y a plus moyen de fermer les yeux sur les injustices commises par Israël, l'administration (israélienne) doit en payer le prix", a dit M. Erdogan qui a exhorté le gouvernement israélien à "mettre un terme au blocus inhumain" contre Gaza.

En réaction à l'assaut contre les navires d'aide pro-palestinienne, dont des bateaux turcs, la Turquie a rappelé son ambassadeur en Israël et annulé une série de manœuvres militaires avec ce pays.

Cette crise a fait plonger au plus bas les rapports bilatéraux déjà sévèrement mis à mal par l'offensive israélienne contre Gaza il y a un an et demi.

AFP

01 juin 2010

<http://www.romandie.com/ats/news/100601112530.zs4c26zj.asp>

Position Internationale - Tour d'horizon des institutions

Conseil de l'Atlantique Nord

Réunion du Conseil de l'Atlantique Nord.

La Turquie l'avait demandé après avoir accusé clairement l'Etat d'Israël de pratiquer du terrorisme d'Etat, en attaquant la flottille internationale chargée de produits destinés à la population de Gaza soumise à un blocus total par Israël.

Quelle situation! Voilà un pays membre de l'Otan qui demande des sanctions très sévères contre un des principaux pays partenaires de l'Otan!

Le communiqué que nous transmettons ci-dessous montre que la Turquie n'a pas été entendue et que la volonté de l'Otan est de minimiser la gravité de cette attaque de l'armée israélienne, ce qui revient en pratique à la justifier. . L'Otan la qualifie "d'incident" et la seule chose qu'elle demande est "une enquête " impartiale etc.. Quelle a été la position de l'ambassadeur de notre pays auprès de l'Otan? Le gouvernement en affaires courantes en a-t-il au moins discuté? (CP)

Extrait du site officiel de l'Otan - communiqué du 1er juin 2010

Déclaration du secrétaire général de l'OTAN sur l'opération israélienne menée contre les navires faisant route vers Gaza

Le Conseil de l'Atlantique Nord a tenu aujourd'hui une réunion extraordinaire pour examiner l'opération israélienne menée récemment contre des navires faisant route vers Gaza.

Les Alliés ont procédé à un échange de vues approfondi sur tous les aspects de cet événement tragique.

Je tiens à déclarer que je déplore profondément les pertes de vies humaines ainsi que les victimes résultant du recours à la force pendant l'incident qui a mis en cause le convoi en route pour Gaza. Je présente mes sincères condoléances aux familles de toutes les victimes et je condamne les actes qui ont mené à cette tragédie. Je me joins aux appels lancés par les Nations Unies et par l'Union européenne en vue de la tenue d'une enquête prompte, impartiale, crédible et transparente sur cet incident.

Par ailleurs, j'exige la libération immédiate des civils ainsi que des navires retenus par Israël.

Extrait du site officiel de l'Otan

Ligue arabe

Conseil de la Ligue arabe : Réunion extraordinaire des ministres arabes des Affaires étrangères

Le Conseil de la Ligue arabe a tenu ce Mardi au Caire une réunion extraordinaire des délégués permanents en prélude à la tenue de la réunion des ministres arabes des Affaires étrangères, prévue demain, pour discuter des conséquences du massacre de la flottille de Gaza pour briser le blocus imposé au peuple palestinien.

L'ambassadeur Youssef Ahmad, délégué permanent de la Syrie auprès de la Ligue arabe, a affirmé que le fait de

parvenir à une paix juste et globale est devenue impossible avec le gouvernement extrémiste droite de Benjamin Netanyahu, surtout que ce dernier reflète une opinion générale et une orientation régnante à l'intérieur de la société d'Israël celles de ne croire qu'à la force militaire et à la poursuite de l'occupation des territoires d'autrui pour garantir sa sécurité et sa stabilité.

M. Ahmad a indiqué qu'il est devenu nécessaire que la position d'aujourd'hui ou dans n'importe quelle réunion du Conseil de la Ligue arabe doit dépasser le plafond de la condamnation et de la dénonciation et se traduire en des mesures pratiques de nature à affronter la piraterie et le terrorisme commis par l'entité sioniste ouvertement au su et au vu de la Communauté internationale.

Il a abordé les décisions du dernier sommet arabe tenu en Libye qui appelle à à l'arrêt de toute sorte de normalisation avec l'entité sioniste ce qui implique à tous les pays arabes sans exception à arrêter toute forme de contact avec l'ennemi pour parvenir à la rupture des relations avec Israël et à la fermeture des ambassades, et ainsi refléter une position arabe sérieuse et unifiée contre les crimes contre l'humanité commis par l'entité sioniste.

Le diplomate Ahmad a appelé à faire du 31 mai 2010 un jour des martyrs qui se sont sacrifiés pour la victoire du droit arabe.

02/06/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=140242&language=fr>

Conseil ministériel de la Ligue arabe : La Ligue arabe va briser le blocus sur Gaza "par tous les moyens".

Les ministres arabes des Affaires étrangères ont décidé au terme d'une réunion extraordinaire mercredi soir au Caire de "briser" le blocus israélien imposé à la bande de Gaza "par tous les moyens", a annoncé le secrétaire général de la Ligue arabe Amr Moussa.

Au terme d'une réunion de plus de cinq heures, Moussa a affirmé au cours d'une conférence de presse que le Conseil ministériel de la Ligue arabe a décidé de "briser et de défier le blocus israélien par tous les moyens". Les ministres "ont salué" la décision égyptienne, annoncée mardi, d'ouvrir le terminal de Rafah pour une durée indéterminée, a indiqué Moussa.

Cette réunion extraordinaire avait été convoquée pour définir une réponse "collective" après l'attaque meurtrière israélienne contre la flottille d'aide internationale aux Palestiniens, sur fond de fortes pressions de l'opinion publique.

Moussa a affirmé que les ministres ont chargé le groupe arabe à l'ONU de "demander en coordination avec la Turquie une réunion du Conseil de sécurité pour adopter une résolution contraignant Israël à lever immédiatement le blocus sur Gaza".

Dans leur résolution, les chefs de diplomatie arabes ont également décidé une série de démarches auprès des instances judiciaires internationales pour poursuivre les responsables israéliens qui assument la responsabilité de cette attaque, selon le secrétaire général de la Ligue.

Les ministres ont réaffirmé "leur engagement à respecter la résolution adoptée par le sommet arabe de Syrte en mars dernier stipulant "+l'arrêt de toute sorte de normalisation avec Israël+" et ont à nouveau menacé de retirer l'initiative de paix arabe en cas d'échec des efforts de paix.

Selon des participants, de vifs débats ont eu lieu durant la réunion entre la Syrie d'une part, et l'Egypte, la Jordanie et l'Autorité palestinienne de l'autre.

Damas voulait une suspension des négociations de "proximité" entre Israël et les Palestiniens, ce qui a été rejeté par la majorité des pays arabes, selon des diplomates.

Moussa a toutefois souligné que les Arabes "n'ont pas le sentiment qu'Israël coopère ou a l'intention de coopérer avec les efforts de paix", dans une allusion aux négociations indirectes menées par l'intermédiaire des Etats-Unis. "C'est pourquoi, a-t-il ajouté, nous nous préparons à aller au Conseil de sécurité pour lui soumettre le dossier du conflit israélo-arabe dans son ensemble".

03/06/2010

<http://www.almanar.com.lb>

ONU

Résolution approuvant la mise en place d'une "mission d'enquête internationale"

Le Conseil des droits de l'Homme de l'ONU a adopté mercredi à Genève une résolution approuvant la mise en place d'une "mission d'enquête internationale" sur l'intervention militaire lundi contre la flottille humanitaire qui a fait neuf morts et des dizaines de blessés.

Cette résolution a été approuvée par 32 des 47 membres du Conseil. Trois pays se sont prononcés contre, dont les Etats-Unis. L'Union européenne a, quant à elle, voté en ordre dispersé, la France et le Royaume uni ayant choisi de s'abstenir.

La commission d'enquête a recommandé la saisine de la Cour pénale internationale (CPI) si Israël refusait d'ouvrir une enquête "crédible".

Ce même Conseil des droits de l'homme avait mandaté le juge sud-africain Richard Goldstone pour enquêter sur l'offensive "Plomb durci" menée par l'armée de l'occupation israélienne à Gaza contre les Palestiniens (décembre 2008- janvier 2009) qui avait fait plus de 1.400 morts.

Gaza: le chef de l'ONU veut la levée «immédiate» du blocus

Le secrétaire général Ban Ki-Moon juge le blocage par Israël du territoire palestinien «contre-productif, intenable et immoral».

Le blocus de Gaza par Israël doit être "levé immédiatement", a déclaré mercredi à la presse le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon.

Le grave incident constitué par l'abordage sanglant dans les eaux internationales par l'armée israélienne d'une flottille pro-palestinienne apportant de l'aide humanitaire à Gaza "met en lumière le blocus du territoire qui dure depuis longtemps", a dit M. Ban.

Ce blocus est "contre-productif, intenable et immoral. Il punit des civils innocents. Il doit être levé immédiatement", a-t-il ajouté.

"Tout doit être fait pour éviter un autre incident de ce type. Toutes les parties concernées doivent agir avec responsabilité et en conformité avec le droit international", a-t-il dit.

M. Ban venait de s'entretenir tour à tour avec les ambassadeurs d'Israël, de Turquie, des pays arabes et des cinq membres permanents du Conseil de sécurité (Chine, Etats-Unis, France, Grande-Bretagne, Russie) des suites de cet incident lors duquel au moins neuf civils ont été tués.

Le chef de l'ONU a déclaré que les autorités israéliennes devaient fournir "un compte-rendu complet et détaillé" de l'opération menée par les commandos israéliens.

Il a indiqué qu'il étudiait "diverses options" concernant la conduite d'une enquête sur l'incident "comme l'a demandé le Conseil de sécurité".

Le Conseil a adopté dans la nuit de lundi à mardi une déclaration appelant à lancer sans retard "une enquête impartiale, crédible et transparente conforme aux critères internationaux".

Cette déclaration fait l'objet d'interprétations différentes, Israël et les Etats-Unis estimant que l'Etat hébreu peut parfaitement s'acquitter d'une telle enquête, les autres Etats, notamment les pays arabes, estimant qu'Israël ne peut être impartial en enquêtant sur ses propres agissements.

Mercredi à Genève, le Conseil des droits de l'homme de l'ONU a appelé à une enquête "indépendante".

M. Ban a par ailleurs indiqué que les membres du Quartette pour le Proche-Orient (Etats-Unis, Russie, ONU, Union européenne), dans un contact téléphonique mardi, avaient souligné "la nécessité d'améliorer fondamentalement la situation humanitaire à Gaza".

"L'ONU fera sa part pour assurer que l'aide qui était transportée par le convoi parvienne à sa destination", a-t-il ajouté, appelant toutes les parties à "faire preuve de souplesse pour cela".

M. Ban a également estimé "vital que les discussions de proximité sous l'égide des Etats-Unis (négociations indirectes entre Israël et Palestiniens, ndlr) se poursuivent, malgré les récents événements".

Il a affirmé que les événements de cette semaine "soulignaient l'urgence de vrais progrès dans le processus de paix au Proche-Orient" et a félicité le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, pour "sa décision courageuse de continuer".

(source AFP 3/6)

Quartet

Tony Blair appelle à la levée de l'embargo sur Gaza.

L'ancien Premier ministre britannique Tony Blair, émissaire du "quartet" sur le Proche-Orient, a appelé mercredi Israël à mettre fin à son embargo sur la bande de Gaza contrôlée par le Hamas.

"La politique de Gaza est contre-productive. Israël devrait laisser passer le matériel destiné à reconstruire les maisons, le système sanitaire, le système de distribution d'eau et d'électricité et permettre à l'activité de s'épanouir", a déclaré Tony Blair dans un entretien accordé à Reuters.

L'émissaire international a noté que le blocus n'avait pas aidé par exemple Israël à récupérer le soldat Gilad Shalit détenu par le Hamas depuis 2006 ou à affaiblir la position du Mouvement de résistance islamique.

Les Nations unies jugent que l'embargo, imposé par Israël lorsque le Hamas s'est emparé par la force du territoire côtier en 2007, a provoqué une crise humanitaire pour les 1,5 million de Palestiniens qui vivent dans la bande de Gaza.

La question d'une levée du blocus est revenue au premier plan de l'actualité depuis l'assaut meurtrier mené lundi par la marine israélienne contre une flottille de militants pro-palestiniens qui tentait de livrer du matériel dans l'enclave.

Dans une allocution télévisée, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu a cependant promis de maintenir le blocus.

Le supprimer, a-t-il dit, reviendrait à faire de la bande de Gaza une base de lancement pour les missiles iraniens qui menaceraient à la fois Israël et l'Europe.

Pour Tony Blair, qui représente le "quartet" de médiateurs sur le Proche-orient composé des Nations unies, des Etats-Unis, de l'Union européenne et de la Russie, "il n'est pas sensé de mettre en oeuvre une politique qui nuit souvent à la population de Gaza et n'a rien à voir avec le Hamas".

L'Etat juif nie l'existence d'une crise humanitaire à Gaza, assurant qu'il autorise l'entrée de nourriture et de médicaments dans l'enclave côtière tout en interdisant des matériaux comme le béton ou l'acier qui pourraient servir au Hamas en cas de confrontation armée.

Selon Tony Blair, interrogé à Bethléem où il participait à une conférence sur l'investissement, la situation à Gaza est depuis longtemps un sujet de préoccupation. "La qualité de l'eau est médiocre, il y a des coupures d'électricité huit heures par jour et le système sanitaire est un vrai problème. Il ne fait aucun doute que le problème existe et qu'il est grave."

2/6 AP

Manifestations dans le monde

France : Manifestations de soutien aux Palestiniens.

Mille cinq cents personnes, selon la préfecture de police de Paris, ont participé lundi soir au rassemblement pro-palestinien au Rond-Point de Champs-Élysées pour dénoncer l'assaut meurtrier lancé par Israël dans la matinée sur la flottille qui faisait route vers la Bande de Gaza.

Peu avant 20h, des manifestants ont tenté de forcer les cordons de police pour se rapprocher de l'ambassade d'Israël, située à quelques rues de là. Certains protestataires ont lancé des pierres sur les forces de l'ordre, qui ont répliqué à coups de matraques et de gaz lacrymogènes.

Quelques interpellations ont eu lieu, selon la préfecture de police de Paris, qui n'était pas en mesure dans l'immédiat de donner un chiffre précis.

Un peu plus tôt, en fin d'après-midi, un petit groupe de manifestants avait envahi l'avenue des Champs-Élysées, bloquant quelques minutes la circulation automobile. Les CRS avaient fait usage de gaz lacrymogènes pour les repousser sur le trottoir.

"Israël, assassin", scandaient les manifestants qui pour une grande partie portaient le keffieh, le foulard palestinien traditionnel. Parmi les autres slogans, on entendait: "Palestine vivra, Palestine vaincra", "Sionistes fascistes" ou encore "Nous sommes tous des Palestiniens".

Les protestataires brandissaient quelques drapeaux palestiniens mais les drapeaux de pays arabes étaient plus nombreux - Algérie, Tunisie, Maroc, Egypte et Liban. Une minorité de manifestants affichaient leur soutien au Hezbollah libanais.

Peu après 18h, quelques dizaines de personnes se sont agenouillées pour prier en direction de la Mecque.

"Gaza, on n'oublie pas", pouvait-on lire sur des autocollants que des manifestants avaient apposés sur leurs vêtements, tandis que d'autres appelaient à un boycott de l'Etat hébreu: "Pas un sou pour l'occupant israélien". Par ailleurs, lundi soir a eu lieu un rassemblement de soutien au peuple palestinien devant l'ambassade d'Israël à Paris.

D'autres manifestations de soutien à Ghaza ont eu lieu à Lyon, Marseille et dans d'autres grandes villes françaises.

31 mai

Avec AP

1 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

1-1 Vidéo : En direct du Marmara.

http://www.dailymotion.com/video/xdigdv_la-verite-crue-en-direct-du-marmara_news#from=embed?start=2

1-2 Vidéo Dominique Villepin : Gaza l'assaut de trop

<http://2villepin.free.fr:80/index.php/2010/06/01/1516-dominique-de-villepin-invite-de-mots-croises-gaza-l-assaut-de-trop>

1-3 Vidéo "Pourquoi Israël a attaqué la flottille de la paix - Que pouvons-nous faire ?"

Michel Collon —

Pourquoi cette attaque ? Pourquoi le blocus ? Sont-ils insensibles à l'opinion ? Analyse de la déclaration de Sarkozy. Rôle des médias. Que va-t-il se passer ? Les citoyens peuvent-ils jouer un rôle ? [visionner l'interview](#)

1-4 Vidéo : "Les 10 grands médiamentonges d'Israël"

Michel Collon, écrivain et journaliste, animateur du site michelcollon.info, répond aux grands mythes qui servent à justifier Israël et sa politique. [visionner l'interview 2](#)

1-5 Gidéon Lévy : L'hystérie israélienne a eu raison de la flottille.

Un commando de Tsahal a attaqué, le 31 mai, les bateaux qui se dirigeaient vers le territoire palestinien chargés de matériel humanitaire et de biens de consommation.

Dans un éditorial écrit quelques heures avant l'assaut, Ha'Aretz dénonce l'emballement israélien.

La machine de propagande israélienne a atteint de nouveaux sommets dans son hystérie désespérée. Elle a distribué des menus des restaurants de Gaza, accompagnés de fausses informations [afin de montrer que les Gazaouis ne manquent de rien]. Elle s'est couverte de ridicule en se lançant dans une bataille futile dans le secteur des relations publiques, une bataille qu'il aurait mieux valu ne pas déclencher. Ils veulent maintenir le siège inefficace, illégal et immoral de Gaza et ne pas laisser la "flottille de la paix" aborder sur la côte ? Il n'y a rien à expliquer, certainement pas à une communauté internationale qui n'est pas prête à avaler ce brouet fait de justifications, de mensonges et de tactiques dilatoires. Il n'y a plus qu'en Israël que les gens acceptent ces marchandises avariées. Rappelant ces rituels antiques qui précédaient les batailles, le chœur a clamé son enthousiasme sans se poser de question. Des soldats en uniformes blancs se sont préparés en notre nom.

Des porte-parole ont fourni des explications fallacieuses en notre nom. Toute cette scène grotesque se déroule à nos dépens. Et presque aucun d'entre nous n'est venu perturber le spectacle. Le chœur a entonné des chants de tromperie et de mensonges. Nous en sommes tous, nous qui affirmons qu'il n'y a pas de crise humanitaire à Gaza. Nous faisons tous partie de ce chœur qui prétend que l'occupation de Gaza est terminée, et que la flottille représente une agression violente contre la souveraineté israélienne — le béton va servir à bâtir des bunkers et le convoi est financé par les Frères Musulmans turcs. Mais, le siège israélien de Gaza va faire tomber le Hamas et libérer Gilad Shalit. Yossi Levy, porte-parole du ministère des Affaires Etrangères, un des plus risibles parmi les propagandistes, s'est surpassé en déclarant sans sourciller que le convoi d'aide à destination de Gaza constituait une violation du droit international. Mais bien sûr. C'est exactement ça. Ce n'est pas le siège qui est illégal, c'est la flottille.

L'opération de propagande a cherché à nous vendre, à nous et au reste du monde, l'idée que l'occupation de Gaza est finie, mais que de toute façon, Israël dispose de l'autorité juridique pour interdire toute aide humanitaire. Tout cela n'est qu'un tas de mensonges. Une voix, et une seule, est venue un peu gâcher la fête : un rapport d'Amnesty International sur la situation à Gaza. Quatre habitants sur cinq y ont besoin d'une assistance humanitaire. Des centaines attendent de bénéficier de traitement médicaux, et 28 sont déjà morts. Et ce en dépit de briefings de l'armée israélienne sur l'absence de siège et la présence d'une aide, mais qui s'en soucie ? Quant aux préparatifs de l'opération, ils ne sont pas sans rappeler une farce particulièrement désopilante : le débat ministériel enflammé ; le déploiement de l'unité Masada, commando du service carcéral spécialisé dans la pénétration des cellules de prison ; des commandos de marine appuyés par l'équipe de lutte antiterroriste de la police et l'unité cynégétique Oketz de l'armée ; la mise en place d'un site de détention spécial dans le port d'Ashdod ; et le bouclier électronique censé interdire la diffusion de toute information sur la saisie du navire et sur l'arrestation de tous ceux qui se trouvent à bord.

Gidéon Lévy :

31 mai

Vidéo de Gidéon Lévy cliquez ici : http://www.dailymotion.com/video/xcohqj_la-guerre-a-gaza-un-apres_news#from=embed?start=99
<http://bellaciao.org/fr/spip.php?article102814>

2 Les brèves

Ndlr : La publication de l'article ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage l'analyse ou point de vue de l'auteur, mais doit être vu comme information

2-1 Israël refuse une enquête!

Israël a rejeté jeudi la résolution du Conseil des droits de l'Homme de l'ONU approuvant une enquête internationale sur le raid israélien sanglant contre une flottille humanitaire pour Gaza, estimant que cette instance n'avait aucune "autorité morale".(...)

"L'autorité de ce Conseil qui s'acharne une fois de plus de façon obsessionnelle contre Israël a atteint le zéro absolu", a déclaré à l'AFP le porte-parole du ministère des Affaires étrangères Ygal Palmor à Jérusalem. Selon lui, des pays comme "Djibouti, le Pakistan, Cuba ou l'Arabie saoudite sont très mal placés pour se présenter comme des défenseurs des droits de l'Homme qu'ils violent massivement".

Israël a refusé de coopérer avec cette commission d'enquête qui, dans ses conclusions, a accusé Israël d'avoir commis des crimes de guerre et recommandé la saisine de la Cour pénale internationale (CPI) si Israël refusait d'ouvrir une enquête "crédible".

AFP

2-2 Israël : juge et parti...

Etats-Unis : Israël doit mener lui-même l'enquête demandée par l'ONU...

Les Etats-Unis ont réitéré leur souhait qu'Israël mène lui-même l'enquête demandée par l'ONU sur le raid israélien, prétendant qu'Israël avait toute capacité de mener une investigation "crédible".

"Nous pensons qu'Israël est le mieux placé pour diriger cette enquête" et est "parfaitement capable d'enquêter sur une affaire qui a impliqué ses forces", a indiqué Philip Crowley, le porte-parole du département d'Etat.

"Israël peut-il conduire une enquête juste, transparente et crédible ? La réponse est oui", a-t-il ajouté, insistant sur la "démocratie vivante" et les "institutions efficaces et compétentes" du pays.

"Nous allons parler avec Israël de la meilleure manière de conduire une enquête qui puisse être largement jugée

comme crédible par la communauté internationale", a-t-il encore assuré.

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=140377&language=fr>

2-3 Voix dissonante à la Maison Blanche: pourquoi ce laxisme avec Israël ??

La doyenne des journalistes de la Maison Blanche Helen Thomas a qualifié " de crime international et de massacre prémédité" l'attaque et le massacre commis par l'entité sioniste contre la flottille d'aides humanitaires " Liberté pour Gaza". Interrogeant, lors de son point de presse hebdomadaire, le porte-parole de la présidence américaine, Robert Gibbs, sur les raisons pour lesquelles l'administration américaine n'a pas dénoncé en des termes virulents ce qui s'est passé dans les eaux territoriales de la Méditerranée, Helen Thomas a demandé:

" La position (américaine), dès le début du massacre de la flottille qui est un crime internationale et un massacre prémédité est une position lamentable; que voulez-vous dire par vos regrets alors que vous devriez condamner avec plus de virulence et de fermeté".

Et de poursuivre: " à quoi sert une relation solide avec un état qui tue les gens et assiège ceux qui leur porte secours?"

Le porte-parole qui a tenté de la faire taire, en vain n'avait eu de réponse que de dire, après de seconde d'hésitation:" Rien ne peut les rendre à la vie", en allusion aux martyrs qui sont tombés durant ce massacre et dont le nombre réel n'est pas encore finalisé.

Et pour divertir l'attention sur Mme Thomas, Gibbs a donné la parole à un autre journaliste de la Maison Blanche qui s'est empressé de poser une question hors du sujet.

Mme Thomas, qualifiée de Première Lady des journalistes avait eu le temps de glisser son mot pour que les médias US en parlent...

02/06/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=140270&language=fr>

2-4 Myriam Abraham : La Turquie rejette les accusations israéliennes d'activistes armés

Le bureau des douanes turc a catégoriquement rejeté les accusations d'Israël affirmant que le bateau turc d'aide humanitaire naviguant en direction de Gaza pour briser le blocus transportaient des armes. C'est ce bateau qui a subi l'attaque frontale des commandos israéliens et c'est parmi ses passagers qu'on trouve les victimes, tuées et blessées. Certains blessés, dont plusieurs sont dans un état grave, ont été transportés dans des hôpitaux israéliens mais pour l'instant n'auraient pas encore été identifiés Il est aussi possible qu'Israël refuse de divulguer leurs identités s'attendant à une réaction dure de certains pays membres de l'UE et de la Turquie notamment lors de la réunion d'urgence du CSONU ce soir convoqué à la demande de la Turquie et que le Liban qui préside le CSONU jusqu'à demain midi s'est empressé de relayer auprès des membres du CS concernés.

« *Les accusations comme quoi il y avait des armes à bord du bateau turc sont sans fondement* » a déclaré ce Lundi Fevzi Gulcan dirigeant le service des douanes dans le port d'Antalya. Il a également ajouté que les passagers qui avaient été autorisés à bord du Mavi Marmara avaient été fouillés et scannés aux rayons X selon ce qu'a rapporté l'agence de presse d'Anatolia.

Les relations entre Israël et la Turquie sont actuellement au plus bas. Cet acte de guerre commis contre un bateau turc et les massacres de citoyens turcs non armés embarqués à son bord scellent très certainement la fin de cette relation qui profitait principalement à Israël dans une région où le régime sioniste est de plus en plus isolé considéré comme un état paria, terroriste.

Les activistes refusent de quitter les bateaux d'aide pour Gaza - Soutenons-les

Les activistes internationaux à bord des six bateaux chargés d'aide humanitaire pour Gaza ont été attaqués et obligés de se rendre jusqu'au port israélien d'Ashdod.

Tous les activistes à bord des bateaux ont refusé de débarquer à Ashdod car ils veulent aller jusqu'au bout de leur mission qui était de délivrer l'aide humanitaire à Gaza et d'en briser le blocus.

Israël a commis un acte de guerre en détournant ces bateaux de leur route maritime dans les eaux internationales et pire en tuant des civils à bord de l'un d'entre eux à commis des crimes de guerre.

Myriam Abraham

Lundi 31 Mai 2010

http://www.planetenonviolence.org/L-Exodus-De-La-Freedom-Flotilla-Israel-Lance-Sa-Blitzkrieg-Mediatique-L-Arraisonnement-Des-Bateaux-Un-Acte-De-Guerre_a2202.html

3 Dossier

Ndlr : La publication de l'article ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage l'analyse ou point de vue de l'auteur, mais doit être vu comme information

3-1 "L'assaut israélien est un traumatisme pour les Turcs comme le 11 septembre les pour Américains.

Lors d'une rencontre avec des journalistes à Washington, le ministre turc des Affaires étrangères Ahmed Davutoglu a estimé que « l'assaut israélien contre la flottille internationale humanitaire de Gaza est un traumatisme pour les Turcs, comme le sont les attentats du 11 Septembre 2001, pour les Etats-Unis ».

"Psychologiquement.

Cette attaque est aussi traumatisante que le sont les attentats du 11 septembre pour les Américains, parce que ce sont des citoyens turcs qui ont été attaqués par un État, et non pas par des terroristes, c'est-à-dire une attaque ordonnée par les dirigeants politiques de cet État, a-t-il martelé."

Et d'ajouter: "Nous nous attendons à une totale solidarité avec nous. Il ne devrait pas y avoir un choix entre la Turquie et Israël. Le choix est entre le bien et le mal."

Ahmed Davutoglu a menacé de reconsidérer ses relations avec Tel-Aviv si « Israël » ne relâche pas tous les citoyens turcs immédiatement.

Il a précisé que la Turquie avait informé Washington de cette décision, indiquant que la relation de la Turquie avec l'entité sioniste dépend entièrement de la position israélienne à soumettre cette affaire à une commission d'enquête internationale indépendante.

Davutoglu a affirmé que son pays « ne permettrait pas le procès de tout citoyen turc qui a été kidnappé dans les eaux internationales », insistant sur la nécessité qu'« Israël libère tous les passagers de la flottille de Gaza ».

Davutoglu a averti que « la Turquie jugera chaque responsable israélien impliqué dans l'attaque du convoi, si Israël pense juger un seul citoyen turc sur son territoire ».

Il a insisté sur « la nécessité de maintenir les eaux internationales libres à toutes les nations de la Méditerranée, déclarant le refus de la Turquie à toute tentative israélienne d'imposer un contrôle sur les eaux internationales ».

Davutoglu a par ailleurs indiqué que trois corps des passagers turcs qui ont été tués par les forces israéliennes ont été identifiés et que deux sont dans un état critique.

Il a précisé que son pays compte demander une indemnisation pour les familles des victimes qui ont été tués dans l'assaut israélien.

Il a révélé qu'il avait affirmé au ministre israélien de la Guerre Ehud Barak que l'ingérence de son pays dans les eaux internationales est illégale.

Le ministre turc des Affaires étrangères a demandé la levée immédiate du blocus de Gaza, soulignant que son pays poursuivra ses efforts en ce sens, estimant que la résolution adoptée par l'Organisation des Nations Unies sur l'assaut israélien sur la flottille de la Liberté ne suffit pas.

Pour ce qui est des pourparlers de paix indirects israélo-syriens, Davutoglu s'est interrogé : « comment voulez-vous convaincre la Syrie ou tout autre pays qu'ils (Israéliens) veulent la paix.. ? »

02/06/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=140269&language=fr>

3-2 Cynthia Mac Kinney : Les peuples des Etats-Unis et du monde doivent mettre fin à l'impunité d'Israël.

Je suis scandalisée par la dernière attaque criminelle israélienne.

Je pleure mes compagnons de Free Gaza, les vies volées par le comportement inutile et cruel d'Israël contre des militants humanitaires désarmés. Mais je suis encore plus scandalisée qu'une fois encore, les actions israéliennes aient été facilitées et soutenues par la classe politique étasunienne corrompue au-delà de l'imaginable à cause de sa dépendance du financement de ses campagnes électorales par le sionisme et de son infiltration par des fanatiques sionistes pour qui aucun système d'armement US n'est de trop beau pour la machine de guerre israélienne, et par le silence des observateurs rendus insensibles pour cause d'indifférence.

J'ai récemment visité les bureaux d'IHH, l'organisation humanitaire turque qui a financé la flottille de la liberté, et qui a été visée par le raid meurtrier des Israéliens. Des nouvelles nous parviennent encore sur l'ampleur de la violence israélienne.

Bien entendu, je m'attends à voir les défenseurs d'Israël dans la presse et au sein du gouvernement des Etats-Unis monter au front pour soutenir la machine de propagande israélienne. Retenez les noms.

Les 12.000 trolls embauchés par le Ministère des Relations Extérieures Israélien pour défendre Israël et attaquer les militants pacifistes en ligne sont déjà à l'oeuvre et disséminent leur désinformation orchestrée dans le cyberspace. Soyez attentifs à ce que vous lirez dans la presse et sur Internet et qui pourrait être rédigé par des intérêts particuliers. Vous pourriez être en train de lire la prose d'un de ces hommes de main embauchés par Israël. Pour détourner l'attention sur cette affaire, je m'attends à voir aussi à la télévision une débauche de documentaires commémoratifs sur les atrocités de la guerre : aujourd'hui, c'est Memorial Day aux Etats-Unis, une journée de commémoration des sacrifices faites par les soldats US.

J'ai encouragé et soutenu la participation à la flottille du vétéran du (navire) USS Liberty, Joe Meador. Malheureusement, les membres de la flottille ont connu le même sort que les innocents du USS Liberty dans les eaux internationales, principalement à cause de la complicité du Congrès, et aussi de celle de la Présidence, pour étouffer l'attaque israélienne en 1967 contre un navire de surveillance US. Le tout combiné avec l'impuissance à poursuivre Israël pour crimes contre l'humanité, crimes de guerre, génocide et crimes contre la paix. La Belgique et l'Espagne ont modifié leurs lois sur la juridiction universelle à la suite de pressions israéliennes. Toute la clique israélienne qui joue aux chaises musicales au pouvoir est composée de criminels de guerre. Pendant mon emprisonnement à Gaza, j'ai qualifié Israël d'état en faillite (failed state). Si Israël se sent menacé par les militants pacifistes humanitaires, désarmés, au point de les massacrer, alors Israël est un état en faillite. Israël est un état en faillite nucléarisé.

Le dernier cadeau d'Obama de 205 millions de dollars supplémentaires à Israël pour un « système de défense antimissile » est une mesure inique alors qu'au cours de la même semaine on apprenait qu'Israël avait offert des armes nucléaires à l'Afrique

du Sud de l'apartheid. La semaine dernière, un document signé par l'ancien Premier ministre israélien Shimon Peres a été publié en Afrique du Sud et révélait qu'en 1975, Israël pouvait offrir à l'Afrique du Sud des armes nucléaires en « trois tailles différentes ». Le document était destiné au ministre de la défense sud-africain de l'époque, P.W. Botha. Cette information devrait ridiculiser toute l'administration Obama lorsqu'elle accuse l'Iran. Mais le soutien US à la politique sanguinaire israélienne est mortellement solide. Avec un résultat mortel.

Au mois de mai (2010), Israël est devenu membre de l'OCDE, ce qui constitue un camouflet aux efforts de Boycott, Désinvestissement et de Sanctions (BDS) partout dans le monde. Une fois de plus, Israël a envoyé promener la communauté internationale – avec des résultats sanglants – parce qu'il le peut.

Je suis fière de participer au Bertrand Russel Tribunal sur la Palestine. Sa prochaine session se tiendra à Londres, où nous examinerons les complicités des entreprises dans les crimes israéliens commis contre la Palestine. Le Tribunal siégera du 5 au 7 novembre. Notez la date. Nous devons tous faire tout ce que nous pouvons, là où nous sommes, pour mettre fin aux guerres contre les populations à domicile et aux guerres contre les droits de l'homme à l'étranger.

Pour finir, un ami vient de m'envoyer un message indiquant que les Israéliens ont perdu la tête. Malheureusement, si je me fie au passé, les Israéliens pourraient très bien arriver à la conclusion qu'ils peuvent faire tout ce qu'ils veulent – m'emprisonner pour tenter d'apporter un peu d'amour aux enfants de Gaza et tuer des militants humanitaires qui font de même – parce qu'ils savent, au final, qu'ils s'en tireront. Il me semble que c'est nous qui avons perdu la tête, notre âme, nos esprits et notre dignité humaine si nous permettons aux israéliens de s'en sortir avec le meurtre – une fois de plus – sans rien faire.

Je lance un appel au peuple américain pour changer dès maintenant le cours des choses.

En ce jour de Memorial Day, je suis abasourdie et scandalisée au-delà de tout, tandis que je pleure les morts de la Flottille de la Liberté pour Gaza.

Cynthia McKinney

Le Grand Soir

2 juin 2010

Cynthia Ann McKinney est une femme politique américaine née le 17 mars 1955. Elle a été candidate pour le parti écologiste américain, le Green Party à l'élection présidentielle de 2008. Elle a été élue à la Chambre des représentants des États-Unis avec l'étiquette démocrate de 1993 à 2003 et de 2005 à 2007. Elle y représentait le 4^e district de Géorgie. Elle a été incarcérée le 30 juin 2009 dans une prison israélienne à Ramle, pour avoir essayé de transporter de l'aide médicale, des matériaux de reconstruction – et même des crayons pour enfants. Elle a été relâchée le 7 juillet 2009. (d'après Wikipédia)

SOURCE <http://gazafreedommarch.org/cms/en/...>

Traduction VD pour le Grand Soir

Source de cet article: <http://www.legrandsoir.info>

Url de cet article: <http://www.internationalnews.fr/article-les-peuples-des-etats-unis-et-du-monde-doivent-mettre-fin-a-l-impunie-d-israel-par-cynthia-mac-kinney-51513090.html>

4 Courrier des lecteurs & trouvé sur le net & témoignage.

Ndlr : La publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

4-1 Parti Anti Sioniste : Humanitaires assassinés par Israël.

Réactions politiques.

31 mai

Humanitaires assassinés par Israël : Le CRIF donne le *La* (Thème et variations)

L'humanitaire selon le CRIF :

Le Président du CRIF, Richard Prasquier, a le cynisme de contester le caractère humanitaire de la flottille attaquée dans les eaux internationales par la marine sioniste et causant la mort de 20 personnes au moins. Porte-parole de l'ambassade d'Israël à Paris, le Président du CRIF se donne le droit de définir ce qui est humanitaire. Alors posons-lui les questions suivantes.

L'opération « *Plomb durci* » contre Gaza en Décembre 2008 était-elle humanitaire ? Le CRIF l'a approuvée et soutenue. Le blocus de Gaza est-il humanitaire ? Le CRIF l'approuve. La journée de soutien à l'armée sioniste (Tahal) organisée chaque année à Paris est-elle humanitaire ? Le CRIF la soutient et y participe activement... Le CRIF n'est que le porte-parole de l'ambassade sioniste à Paris, destiné à contrôler la classe politique française et à diffuser la propagande d'Israël. En soutenant tous les crimes de l'entité sioniste, Richard Prasquier est tout à fait dans son rôle : celui d'un sioniste israélien installé à Paris.

UMP / CRIF :

Le porte-parole de l'UMP Frédéric Lefebvre, tout en déplorant les victimes de l'agression israélienne (il ne pouvait pas faire moins !), a osé évoquer des « provocations » en parlant du convoi humanitaire destiné à la population de Gaza. Selon ses propos, l'aide aux victimes civiles de la politique criminelle d'Israël est donc assimilée à une provocation. On constatera aussi l'alignement de M. Lefebvre, porte-parole de la majorité Sarkozy-Kouchner, sur la position du CRIF. Et si on nommait M. Prasquier porte-parole du gouvernement ? Cela aurait au moins le mérite de la clarté, et éviterait à Frédéric Lefebvre d'avoir à répéter les propos du CRIF.

Parti Socialiste :

Au PS, dont les liens avec le sionisme sont allés jusqu'à lui offrir en 1956 la bombe atomique, les réactions à l'agression israélienne contre le convoi humanitaire se veulent plus fermes. Il est vrai que, lorsqu'on gère le ministère de la parole dans l'opposition, on a les coudées plus franches ! Ainsi Benoît Hamon, porte-parole du PS, réclame une réunion extraordinaire à l'ONU et évoque sans le condamner le blocus de Gaza. Tout cela n'a jamais empêché le PS de soutenir toutes les formes de coopération entre la France, l'Union européenne et l'entité sioniste. Jamais les dirigeants socialistes n'ont condamné l'origine coloniale et la politique d'usurpation d'Israël. Il est vrai que Shimon Peres est membre de l'Internationale Socialiste, comme Tony Blair, Strauss-Kahn et Martine Aubry !

Parti Communiste Français, ou l'art de noyer le poisson :

Dans un communiqué, Marie-George Buffet, secrétaire nationale du PCF, n'a pas de mots assez durs pour condamner l'agression israélienne contre le convoi humanitaire, demander la fin du blocus de Gaza...

Tout cela devant se conclure selon elle par une résolution du Conseil de Sécurité de l'ONU. Vielle tactique du PCF au sujet de la Palestine : dureté dans le langage afin de mieux conduire les sympathisants dans l'impasse des Nations Unies dont l'inefficacité n'est plus à démontrer.

Pendant ce temps on ne parle pas de la nature d'Israël (entité sioniste), de son idéologie d'apartheid et de domination, et surtout de l'existence d'un lobby sioniste en France. Il est vrai que depuis très longtemps, le thème du lobby sioniste est tabou au PCF... On imagine aisément pourquoi.

Les Verts :

De leur côté, Les Verts, par la voix de Djamilia Sonzogni, ont également condamné l'agression et découvrent avec stupeur qu'Israël s'affranchit du droit international.

Ces Verts semblent ignorer que toute l'histoire du sionisme (colonisation, confiscation des terres, purification ethnique, assassinats de leaders palestiniens hors d'Israël...) s'est faite contre et en dehors de toute notion de droit international ! Par ailleurs, Madame Djamilia Sonzogni souhaite que l'Union européenne face pression sur Israël... sauf que les Verts, nombreux au Parlement européen, doivent connaître les nombreux liens qui unissent les dirigeants de l'Union européenne à Israël. Ces liens s'appellent tout simplement le lobby sioniste, que les Verts, curieusement, ne voient jamais !

NPA :

Se voulant plus « révolutionnaire » que tous les autres, le Parti de Besancenot condamne bien sûr l'agression israélienne, en ajoutant à sa condamnation la rupture des relations entre la France, l'Europe et Israël. C'est sans doute dans ce but que le NPA a souvent agressé des militants antisionistes avant d'appeler à voter, au deuxième tour de toutes les élections, pour les candidats sionistes du PS. Et demain, si l'occasion se présente, il appellera à voter Strauss-Kahn...

Ce tour d'horizon des réactions des principaux partis politiques français suite à l'agression israélienne démontre une chose. Du discours nettement pro-sioniste de l'UMP, au bla-bla révolutionnaire de Besancenot, il y a un point commun : le refus de voir, désigner et combattre le lobby sioniste en France, dont le pivot est, entre autres, le CRIF. Il ne s'agit pas seulement d'une incapacité à voir le lobby, mais il s'agit surtout de leur soumission audit lobby, que les partis se disent de droite ou de gauche. Voilà pourquoi il a toujours été difficile de construire en France un puissant mouvement de soutien au peuple palestinien. Les récents événements et ceux à venir obligeront chacun à choisir nettement son camp : aux côtés des oppresseurs, quand bien même ils sont appelés « sionistes de gauche » ou « démocrates », ou aux côtés des victimes qui luttent pour leur liberté et leur dignité.

Pour notre part le choix est fait depuis le début : dénoncer et combattre le sionisme et son lobby en France.

Parti Anti Sioniste

4-2 "Des tirs sans sommation"

Dix-huit Koweïtiens, détenus par Israël après son raid meurtrier contre la flottille humanitaire pour Gaza, ont affirmé mercredi à leur retour à Koweït que les soldats israéliens avaient "tiré sans sommation" sur les militants à bord des bateaux. Les 18 volontaires, dont le député Walid al-Tabtabai et six femmes, ont été rapatriés à bord d'un avion spécial de l'émir qui les a embarqués en Jordanie où ils avaient été acheminés par bus d'Israël.

Ces volontaires, qui semblaient très fatigués, ont été accueillis à l'aéroport par le Premier ministre Nasser Mohammad al-Ahmad Al-Sabah et des membres de leurs familles agitant les drapeaux koweïtien et turc.

"Les commandos israéliens ont commencé à tirer sans sommation. Ils ont tué plusieurs volontaires avant même de débarquer sur le bateau", a raconté aux journalistes l'avocat Moubarak al-Moutawa, qui se trouvait à bord du bateau turc Mavi Marmara, le plus grand des six navires de l'expédition à destination de Gaza, sous blocus israélien.

"Je vous assure qu'aucun des volontaires n'avait d'arme à feu. Nous n'avions d'autres armes que des ustensiles de cuisine et les volontaires n'ont engagé aucune résistance", a-t-il ajouté.

Walid Tabtabai, qui était sur le même bateau, a affirmé qu'au moins deux militants avaient été tués par les tirs israéliens depuis leurs embarcations et un hélicoptère.

"Les soldats israéliens ont débarqué sur le bateau après avoir fait des morts. Les gens ont ensuite résisté à mains nues pour se défendre. C'est un crime perpétré par des pirates en haute mer", a-t-il encore dit.

Un jeune militant, Ali Bouhamd, a assuré pour sa part avoir vu "un soldat israélien tirer et tuer un Turc blessé à la tête", ajoutant que "des soldats ont laissé un autre blessé turc se vider de son sang jusqu'à la mort, malgré les appels à l'aide".

"Nous avons fait l'expérience des crimes sionistes. Nous avons passé deux jours comme si nous étions à Guantanamo", a dit l'activiste Abdulrahman al-Kharraz.

Une association koweïtienne créée pour soutenir les koweïtiens de la flottille humanitaire, a commencé à enregistrer des volontaires pour une nouvelle expédition pour Gaza, a indiqué à l'AFP Tareq al-Shaye.

"Nous avons déjà enregistré les noms de 60 Koweïtiens et Koweïtiennes de différentes tendances politiques. Nous n'avons pas encore décidé de la date car nous coordonnons avec des activistes d'autres nationalités", a-t-il ajouté.

Mardi, le Parlement koweïtien avait recommandé au gouvernement, en réaction au raid contre la flottille, de se retirer du plan de paix arabe offrant à Israël la normalisation en échange de son retrait des territoires occupés en 1967.

AFP

02/06/2010

<http://www.romandie.com/ats/news/100602134302.voqmfzri.asp>

4-3 La colère du gouvernement d'Ankara.

Plusieurs militants ont suggéré que le bilan était supérieur aux neuf morts annoncés officiellement par Israël et ont accusé les autorités de l'Etat juif d'avoir dissimulé des corps et détruit des preuves.

"Les soldats ont abattu un médecin qui voulait se rendre et ont jeté des corps sans vie dans la mer. Nous ne savons toujours pas ce qui leur est arrivé", a déclaré Bulent Yildirim, président de la Fondation pour les droits et libertés humaines et le secours humanitaire (IHH), ONG pro-palestinienne basée à Istanbul, organisatrice de cette flottille.

Les commandos israéliens ont obligé les occupants des navires à s'agenouiller avec les mains dans le dos après avoir pris le contrôle de la flottille, tandis que des hélicoptères larguaient de l'eau froide sur eux, a-t-il ajouté.

Kevin Ovenden, un Britannique, a dit avoir vu un homme recevoir une balle en pleine tête après avoir pointé son appareil photographique sur les soldats israéliens.

La mort de ressortissants turcs a provoqué la colère du gouvernement d'Ankara. Le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan a rappelé son ambassadeur et a souhaité que les actes d'Israël soient punis.

Mercredi soir, son homologue israélien Benjamin Netanyahu a justifié l'intervention des forces armées, affirmant que des "membres d'un groupe extrémiste qui soutiennent une organisation terroriste appelée Hamas" se trouvaient à bord des navires.

Extrait AP

4-4 Un militant français relâché témoigne.

Youssef Benderbal, participant français à la flottille pour Gaza, dément la présence d'armes à bord des bateaux dès son retour à Paris. Il a dénoncé également "la brutalité" de l'intervention des commandos israéliens.

"Il n'y avait ni arme, ni bâton ni fourchette", a affirmé, mardi 1^{er} juin, **Youssef Benderbal**, membre du Comité de bienfaisance et de secours aux Palestiniens (CBSP), qui a choisi de signer un document présenté par les autorités israéliennes et de se faire expulser. "Je me voyais plus utile en France qu'entre les mains des Israéliens", a-t-il expliqué au cours d'une conférence de presse organisée à Paris.

Israël avait accusé les militants d'avoir "déclenché les violences" en attaquant les soldats avec des couteaux et des barres de fer.

"C'est pour discréditer le convoi"

"Nous ne sommes pas sur le registre de la provocation, le CBSP n'a jamais voulu engager un bras de fer avec Israël", a souligné Youssef Benderbal qui n'était pas présent sur le navire turc où a eu lieu l'assaut, mais sur l'un des cinq autres navires du convoi arraisonné par la marine israélienne.

"C'est pour discréditer le convoi" que les Israéliens ont évoqué la présence d'armes", a-t-il accusé en soulignant que si des passagers du bateau avaient pu brandir des couteaux, cela s'expliquait par la panique et la brutalité de l'intervention des commandos israéliens.

"Il fallait laisser passer les bateaux et les inspecter au port; on aurait vu qu'il **n'y avait pas d'armes**", a-t-il ajouté en observant que les organisateurs ne s'attendaient pas à une intervention israélienne dans les eaux internationales.

"Il lui a collé son arme à la gorge"

Le CBSP organise des missions tous les six mois sur Gaza et compte environ 70.000 donateurs en France, ont indiqué ses responsables. Selon Youssef Benderbal, les organisateurs de la flottille avaient décidé de se regrouper avant le départ final. Les Israéliens nous ont demandé de "faire demi-tour" mais "c'était inacceptable pour nous", a-t-il raconté. "Ca été **le seul contact**" avant l'assaut, a-t-il ajouté.

"Il était 04h, je me suis réveillé et je suis allé sur le pont. J'ai vu un hélicoptère puis des zodiacs allant à toute allure. Un soldat cagoulé et armé est monté à bord. Il nous demandait de nous asseoir en hurlant", a-t-il raconté.

"On avait pour consigne de dialoguer avec les Israéliens et de protéger la cabine du capitaine avec nos corps. Le soldat a asséné un coup à la mâchoire d'un passager et lui a collé son arme à la gorge".

Après leur arrestation, **les humanitaires ont été séparés**. "On a pris nos empreintes digitales, nous avons été passés au scanner et fouillés au corps", a-t-il dit.

Par ailleurs l'arrestation de Thomas Sommer Houdeville, porte-parole de la Campagne civile internationale pour la protection du peuple palestinien (CCIPPP), inquiète les humanitaires. "Il est connu des autorités israéliennes parce qu'il a déjà participé à des missions pour Gaza", s'est inquiété Erwan Simon du CCIPP qui a qualifié l'intervention de la marine israélienne de "kidnapping"

<http://tempsreel.nouvelobs.com/actualite/monde/20100602.OBS4870/flottille-un-militant-francais-relache-temoigne.html>

4-5 Henning Mankell pourrait interdire la traduction de ses polars en hébreu.

M. Mankell était l'un des 11 Suédois ayant pris part à la flottille pour Gaza, un convoi humanitaire de six bateaux avec 682 personnes représentant 42 pays, que les commandos israéliens ont attaquée lundi matin faisant au moins neuf martyrs.

L'auteur suédois de romans policiers à succès Henning Mankell a dit, ce jeudi, étudier la possibilité d'interdire la traduction en hébreu de ses ouvrages, pour protester contre l'intervention sanglante de l'armée israélienne contre la flottille pour Gaza à laquelle il participait.

"Mes livres sont des best-sellers en "Israël" et je dois réfléchir sérieusement à la possibilité de faire interdire leur traduction en hébreu", déclare, dans le quotidien Dagens Nyheter, le créateur du personnage du commissaire Kurt Wallander, héros de plusieurs de ses polars.

L'écrivain de 62 ans dont les ouvrages ont été vendus à plus de 25 millions d'exemplaires dans le monde et dont certains ont été adaptés au cinéma ou à la télévision, a dit avoir du mal à comprendre "la stupidité" de cette attaque.

"S'ils (les Israéliens) avaient voulu nous arrêter sans perdre la face, ils auraient pu briser les hélices ou le gouvernail et remorquer les bateaux. Mais se lancer en toute conscience dans une confrontation violente et tuer des gens, je ne comprends simplement pas", dit l'écrivain.

"Jamais jusque là, Israël n'avait été autant condamné. (...) Le monde ne ressemble plus à ce qu'il était il y a une semaine", assure-t-il.

03/06/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=140408&language=fr>

5 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion.

Ndlr : La publication de l'article ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage l'analyse ou point de vue de l'auteur, mais doit être vu comme information

5-1 Le massacre des civils est une politique fondamentale d'Israël.

Le Hezbollah a qualifié "de crime terroriste" le massacre perpétré par l'armée d'occupation israélienne contre les activistes pacifistes de la flottille " Liberté pour Gaza".

Dans un communiqué publié par son bureau des relations médiatiques, le parti de la résistance islamique au Liban a estimé que ce crime de plus perpétré contre des civils innocents est une preuve supplémentaire sur l'instinct maléfique qui souille l'esprit des sionistes et qui se manifeste contre tous les humains, quelque soient leurs appartenances religieuses ou leurs nationalités.

"Ce crime est l'incarnation de l'arrogance de puissance qui ancre les dirigeants sionistes, et qui ne cesse de s'amplifier au fil des ans, grâce au soutien occidental sans limite au projet sioniste, et grâce aux choix erronés des régimes arabes quant à la politique à adopter face aux agressions israéliennes qui s'aggravent de jour en jour", figure dans le communiqué.

Selon le Hezbollah, "le massacre des civils fait partie intégrante d'une ancienne politique israélienne. il puise sa source dans les principes fondamentaux de la pensée des dirigeants sionistes pionniers, fondateurs de l'entité sioniste".

" Elle perdure avant même la création de l'entité d'occupation en Palestine, ainsi que dans certaines étapes historiques" poursuit-t-il.

D'après le parti de la résistance, ce massacre devrait constituer une étape charnière dans les relations entre toutes les forces du monde et l'entité sioniste, estimant que les institutions internationales sont devant une nouvelle épreuve historique pour réaffirmer leur crédibilité ébranlée. " Elles se doivent d'accomplir leur devoir évident de faire face aux crimes israéliens, qui se succèdent sans répit, pour les dissuader de poursuivre leurs crimes (...) et sanctionner ceux qui ont donné l'ordre de s'en prendre à la flottille, et de les juger en tant que criminels de guerre et de criminels contre l'humanité.

Le Hezbollah a estimé que tous les états du monde, se devraient de sortir de leur silence face aux crimes israéliens, et de prendre des initiatives conformes à leurs slogans sur les droits de l'homme, dont entre autre en coupant toutes leurs relations avec l'entité sioniste, et en lui imputant la responsabilité de s'en être pris aux civils.

S'adressant aux dirigeants des pays arabes et islamiques, le Hezbollah leur a demandé d'adopter pour une fois seulement les positions que leur exigent leurs peuples. " Les expressions de condamnations et de dénonciations sont désormais insuffisantes devant les scènes sanguinaires" a insisté le communiqué, les appelant à rompre leurs relations avec Israël et à adopter une stratégie opérationnelle et tangible, en vue de lever le blocus imposé contre la Bande de Gaza et la Cisjordanie et pour soutenir le peuple palestinien et lui offrir tout ce dont il a besoin pour l'aider à libérer sa terre et mettre fin au cauchemar sioniste".

Pour conclure, le Hezbollah a présenté ses sincères condoléances aux familles des victimes de ce crime odieux.

S'adressant particulièrement au peuple turc, il a tenu à le saluer pour son soutien indéfectible au peuple palestinien dans sa lutte contre l'ennemi sioniste et à rendre hommage aux positions officielles de la direction turque "hostile à l'arrogance sioniste galopante".

31/05

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=139877&language=fr>

5-2 Saïd Jallili : les Etats-Unis sont complices.

01/06

Le secrétaire du haut Conseil iranien de la sécurité nationale, Saïd Jalili, lors d'un entretien téléphonique avec Ramadan Abdallah, secrétaire du Jihad islamique palestinien a estimé que le président américain qui proclamait officiellement garant de la sécurité du régime sioniste est complice des crimes perpétrés par le régime sioniste. Selon le secrétariat du Haut conseil iranien de la sécurité nationale, Saïd Jalili, suite aux crimes du régime usurpateur sioniste contre la Flottille de la Liberté chargée de matériels humanitaires vers Gaza, a eu un entretien lundi après-midi avec Ramadan Abdallah.

Saïd Jalili au cours de cet entretien a souligné que les Etats-Unis sont complice des délits commis par le régime sioniste et qu'ils doivent répondre du rôle de garant de la sécurité du régime israélien endossés par le gouvernement américain à la communauté internationale après cette tragédie.

Ramadan Abdallah, pour sa part, saluant les positions de la République Islamique d'Iran a déclaré que les nations aujourd'hui défendent les idéaux palestiniens mais pas avec des armes mais en payant de leur sang.

Les derniers crimes du régime sioniste de piraterie maritime sont le signe des défaillances psychologiques des dirigeants israéliens et témoignent de l'impuissance de ce régime.

<http://www2.irna.ir/fr/>

5-3 Chérif Boudelal : La piraterie israélienne et ses conséquences.

Les nouvelles des héros de la flotte de la liberté pour Gaza.

Les autorités de l'Etat terroriste d'Israël continuent de faire leurs contrôles sur les membres de la Flottille de la liberté pour Gaza ; les personnes contrôlées sont envoyées en prison si elles sont considérées comme responsables du « terrorisme », leur nombre est désormais connu : 480 personnes sur 900).

Celles qui n'ont pas de reproches à leur faire sont parquées dans des hangars en attendant de les renvoyer en Turquie, d'où celles qui ne sont pas Turques rentrent chez elles ensuite.

La piraterie meurtrière israélienne contre les humanitaires de la flottille de la liberté pour briser le blocus contre Gaza (qui a fait environ une vingtaine de morts et une cinquantaine de blessé – jusqu'à présent Israël ne veut pas donner le nombre exact) a suscité de vives réactions d'indignation à travers le monde. Des dizaines de manifestations ont été spontanément organisées dans plusieurs villes de chaque pays à travers la planète. Les organisations des droits de l'Homme et des juristes libres demandent la traduction en justice des dirigeants israéliens responsables de ces crimes gratuits et inattendus. Tous exigent la condamnation d'Israël et la poursuite judiciaire contre les responsables des crimes et la levée total du blocus sur Gaza.

Des dizaines de milliers de manifestants turcs demandent la rupture des relations diplomatiques de leur pays avec Israël, et le consulat israélien à Istanbul est encerclé par des centaines de manifestants. Le gouvernement turc qualifie de piraterie et de terrorisme d'Etat l'intervention militaire israélienne contre la flottille de liberté alors qu'elle était dans les eaux internationales ; il demande au conseil de « sécurité » de l'ONU d'ouvrir une enquête et de traduire les responsables en justice. Par ailleurs, il suspend ses accords concernant les manœuvres militaires avec Israël.

Les régimes occidentaux assujettis à Israël, ils « regrettent cet incident » et les « moyens disproportionnés » utilisés par Israël. Quant aux dirigeants israéliens, sachant qu'ils sont protégés par ces mêmes régimes et les lobbies sionistes qui les prennent par la gorge, ils persistent et signent que leurs soldats n'ont fait que leur devoir face à des « terroristes pro-Hamas ». Les régimes éhontés arabes, quant à eux, ils condamnent ces actes pour calmer leurs peuples en attendant que la température tombe, et ce à l'instar de ce qu'ils ont fait depuis 63 ans en cumulant les humiliations, bien méritées.

Le sionisme israélien est-il différent du nazisme hitlérien ?

Une fois de plus, Israël a montré au monde que ces pratiques ne diffèrent de celles du nazisme que par les méthodes, et parfois ses soldats surpassent les nazis par leurs agissements et pratiques immorales. Voici trois cas (parmi tant d'autres) pratiqués par Israël, et que les nazis n'ont jamais faits :

1) Elle a marché 5 KMS avec le placenta dans le ventre !

Une femme transportée par une ambulance pour accoucher à l'hôpital, les soldats l'arrête à un barrage où elle a attendu plusieurs heures avant d'accoucher devant eux. Les ambulanciers leur demandent de les laisser aller à l'hôpital, et les soldats de leur dire « vous pouvez y aller mais à pied ». Et la femme est partie à l'hôpital en marchant 5 KMS avec le placenta dans le ventre !

2) Elle accouché pieds et poignées enchaînés.

Une femme arrêtée et emprisonnée alors qu'elle était enceinte. Lorsqu'elle s'apprêtait à accoucher on l'a amenée à l'hôpital pieds et poignées enchaînés. Et elle a accouché en ayant ces chaînes aux pieds et aux poignées Elle est revenue à la prison, le bébé dans ses bras, avec les mêmes chaînes (vue en direct à Al-Jazeera) !

3) Le trafic d'organes : l'armée israélienne tue les Palestiniens, amène leurs corps et les dépouille de leurs organes à des fins commerciales. Au bout d'une semaine elle averti la famille de préparer les tombes ; puis elle ramène les corps en pleine nuit aux familles et exige qu'ils soient enterrés immédiatement en sa présence, interdisant toute autre présence que celle de quelques personnes de la famille (voir l'enquête du journaliste suédois (Donald Bostöm), en cliquant sur ce lien : [Donald Boström](#)).

A notre connaissance les nazis, bien qu'ils aient utilisé des moyens horribles d'extermination des humains, n'ont pas fait ce genre de pratiques inimaginables. Ceux qui sont horrifiés lorsqu'on compare le sionisme israélien au nazisme hitlérien, doivent savoir que les deux idéologies sont de même nature car elles ont le même objectif: le mépris et la domination des autres.

Les nazis considèrent que les êtres humains non-Ariens sont moins que les animaux.

Les sionistes considèrent les non-Juifs de la même façon.

Donc, il n'y a de différence entre ces deux idéologies antagonistes que le fait qu'elles sont contradictoires et se haïssent mutuellement, car chacune d'entre elles veut dominer l'autre et le reste de l'humanité, donc des concurrents dans la haine.

Chérif Boudelal

1^{er} juin 2010

5-4 Une énorme erreur...

Ndlr : La publication de l'analyse ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur, mais doit être vu comme information

1) Israël a commis une énorme erreur juridique en s'attaquant à des bateaux situés dans les eaux internationales.

Le Figaro (droite) a remonté le fil du mode opératoire utilisé par les Sayeret 13, une force d'élite de l'armée israélienne, crème des forces spéciales.

Il a expliqué que les commandos ont débarqué de deux hélicoptères et se sont laissés glisser le long d'une corde lisse sur le pont du Mavi Marmara.

Citant par ailleurs un expert des forces spéciales françaises sans donner son nom, ce dernier a estimé qu'Israël a commis une énorme erreur juridique en s'attaquant à des bateaux situés dans les eaux internationales. « En général, une telle intervention n'est jamais lancée à plus de 12 miles nautiques de la terre, car on est alors dans les eaux internationales et la convention des Nations unies du droit de la mer interdit ce type d'action. Sauf exception, dont la piraterie », a estimé le spécialiste. Il a enchaîné : « D'ordinaire, on n'envoie pas les hélicos en premier. On arrive, on tente un détournement du bateau. On approche nos embarcations le long du bâtiment et on somme l'équipage de nous laisser monter à bord. »

En cas d'échec de cette méthode « douce », les embarcations se rapprochent du navire de plusieurs côtés afin de « saturer la défense adverse » et de permettre ensuite aux hommes de monter à bord. « En cas d'échec seulement, on envoie les hélicos et la corde lisse. » Pour l'Humanité (communiste), Ghaza est un territoire qui meurt à petit feu et le blocus israélien se traduit par une longue descente aux enfers pour les presque deux millions de Palestiniens qui vivent dans cette bande. « Depuis 2007, Israël impose un embargo terrible sur la bande de Ghaza. Avant l'opération militaire contre ce territoire palestinien en décembre 2008-janvier 2009, la situation s'était considérablement dégradée.

Le manque d'approvisionnement en carburant, les bombardements réguliers des installations électriques, la fermeture des points de passage, officiellement mis en place pour sanctionner le Hamas, n'ont fait qu'une victime : le peuple palestinien, contraint de survivre dans la pénurie et l'angoisse », a écrit le quotidien qui rappelle que « l'opération "Plomb durci" a déjà coûté à la bande de Ghaza la bagatelle de 4 milliards de dollars et que la situation économique dans l'enclave n'a jamais été aussi catastrophique depuis plus de quarante ans. » Donnant la parole à Hind Khoury, la représentante de l'Autorité palestinienne en France, a qualifié l'attaque israélienne « de crime de guerre ».

Elle a dit n'être pas surprise par la tournure des événements parce qu'il faut s'attendre à tout de la part d'Israël. Le quotidien le Monde (centre-gauche), pour sa part, a relayé hier l'appel du Premier ministre français, François Fillon, qui a exigé la libération immédiate des ressortissants français qui étaient à bord des bateaux arraisonnés et qui sont encore en Israël. Evoquant également les déclarations du Comité de bienfaisance et de secours aux Palestiniens, le journal du soir reprend les propos d'un militant de ladite association : « Dès le départ, il y a eu des instructions précises : aucune provocation, quand bien même les Israéliens viendraient à bord. » « L'agression, ce n'est pas nous qui l'avons cherché, nous avons été agressés », a-t-il ajouté, reconnaissant toutefois que « dans d'autres bateaux, la résistance a été plus rude ». Le quotidien juge aussi que l'assaut meurtrier contre la flotte humanitaire renforce l'isolement d'Israël dans le monde.

<http://www.elwatan.com/Manifestations-de-soutien-aux>

2) Le mode opératoire des commandos de marine de Tsahal en question

01/06

Le déroulement de l'opération israélienne laisse les observateurs perplexes.

Les Sayeret 13 sont une force d'élite de l'armée israélienne, l'équivalent des commandos marines français ou des Navy Seals américains. La crème de la crème dans les forces spéciales, des hommes ultraentraînés, dotés d'un mental d'acier et spécialisés dans les interventions délicates. Ont-ils commis des erreurs lorsqu'ils ont débarqué de deux hélicoptères en se laissant glisser le long de cordes lisses sur pont du Mavi Marmara ?

Selon un expert membre des forces spéciales françaises, la dimension juridique a été ignorée, puisque l'assaut a été donné à 80 milles nautiques des côtes israéliennes. « En général, une telle intervention n'est jamais lancée à plus de 12 milles nautiques de la terre car on est alors dans les eaux internationales et la convention des Nations unies du droit de la mer interdit ce type d'action. Sauf exceptions, dont la piraterie. »

Moyens non létaux

Le mode opératoire choisi par les commandos pose aussi des questions. « D'ordinaire, on n'envoie pas les hélicos en premier. On arrive, on tente un détournement du bateau. On approche nos embarcations le long du bâtiment

et on somme l'équipage de nous laisser monter à bord», poursuit le spécialiste. En cas d'échec de cette méthode «douce», les embarcations se rapprochent du navire de plusieurs côtés afin de «saturer la défense adverse» et de permettre ensuite aux hommes de monter à bord. «En cas d'échec seulement, on envoie les hélicos et la corde lisse.» Inconvénient de cette solution plus facile, mais délicate à mettre en œuvre : les forces spéciales ne peuvent arriver qu'au compte-gouttes sur le navire. Lundi, une trentaine d'entre eux auraient été hélitreuillés sur le pont supérieur, tandis que l'équipage du dernier hélicoptère a dû renoncer.

Que faire ensuite si les commandos sont attaqués par les occupants du navire, comme ce fut apparemment le cas lundi matin ? «Les commandos de marine ont des moyens non létaux pour répondre à des attaques menées avec des haches et des couteaux : balles en caoutchouc, munitions Taser, moyens incapacitants. Jamais on ne tire à balles réelles, sauf quand l'un de nos hommes est dans une situation critique », explique le membre des forces spéciales. Mais avec quelque 600 hommes à bord, qui s'étaient sans doute préparés à l'affrontement, ce qui devait être une opération rapide a tourné à la mêlée chaotique, puis au drame.

Les commandos ont-ils mal évalué la situation ? C'est ce que sous-entendait lundi le porte-parole de l'armée israélienne, le général Avi Benayahu : «La marine avait mis au point des modèles pour préparer cette opération, mais parfois la vie est plus compliquée que les modèles. Nous nous étions préparés à une mission policière pour faire face à des violences, nous avons été confrontés à une violence de caractère terroriste »...

<http://www.lefigaro.fr/international/2010/05/31/01003-20100531ARTFIG00686-le-mode-operatoire-des-commandos-de-marine-de-tsahal-en-question.php>

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19